

le monde libertaire



10,00 F

Grève des électeurs

C'EST REPARTI POUR DEUX tours... Chirac l'a annoncé: tous aux urnes. « Il faut redonner la parole à notre peuple ». C'est bon de rêver et cela calme la souffrance (1). Comme si l'actuel président se souciait du peuple... Lui, l'ancien... ou l'éventuel prochain... (Mais ne sautons pas les étapes, le 25 mai, sa place n'est pas en jeu!)... Le jour de la fête des mères (ah! les saintes odeurs de la famille pétainiste), nous serons appelés à élire nos députés. Chirac en a décidé ainsi. Il n'est pas très malin, mais il a quand même un réflexe de survie pour sa caste. C'est là la nouveauté: il fait joujou avec les institutions de l'État bourgeois! Autrefois, les « inexprimables crétiens »

une élection, c'est parce qu'il pense que son camp a plus de chances de gagner aujourd'hui qu'en mars 1998. » (Libération le 22 avril 1997)
Cela a au moins le mérite de la clarté... et facilite peut-être l'écoute des libertaires! Il était temps. Merci Chirac!
En quatre semaines, grâce à lui, nous allons assister à un véritable condensé de professions de foi, de petites phrases assassines, de débats foireux... pour un seul objectif, à droite comme à gauche, celui d'exercer le pouvoir. Côté marketing, les publicitaires ne sont pas au chômage... Mieux que les paquets de lessive, les affiches du PS seront vertes... « Le bleu a été éliminé d'office, c'est la couleur de la droite [...]; un vert vif et chaleureux » (Le Monde du 26 avril).

nier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. » (2)
A droite, à gauche, Juppé, Voynet, Hue, Léotard, Jospin, Le Pen, Chevènement, de Villiers... Ils sont des centaines à briguer un poste. De quoi blémir à la pensée que tous n'ont qu'une seule envie: conquérir le pouvoir et ses attributs. Tous bien sûr pour notre bonheur...

Une idée saugrenue

Au fond, nous la trouvons saugrenue cette idée qu'un politicien professionnel pourrait nous rendre heureux! Particulièrement aujourd'hui, car l'acte chiracien ne peut pas nous tromper: l'illusion d'un changement de majorité politique à l'Assemblée nationale non plus.

Dans un contexte où les politiciens sont devenus les pantins de la finance internationale, toute décision prise dans le cadre de l'État-nation étant vouée à l'échec, on ne peut même plus s'illusionner en déléguant son pouvoir à un guignol local. On pouvait encore y croire il y a quelques années mais aujourd'hui ce n'est plus possible!

Dans une Europe dominée par une logique économique libérale, dans une société où la « mondialisation de l'économie » est devenue un lieu commun, tout projet politique qui ne s'inscrit pas en rupture avec le capitalisme est condamné à le gérer; d'autant plus dans une logique parlementaire! C'est confirmé à la lecture des premiers tracts: exemple, celui du PS. « Aujourd'hui, le choix qui nous est proposé est clair: d'un côté, un capitalisme dur animé par un esprit de revanche sociale fondée sur la précarisation; de l'autre, une certaine idée de la société fondée sur la solidarité, le dialogue, le respect du contrat social initié à la Libération, produit des luttes populaires et du contrat de la Résistance... » Faisons abstraction du langage publicitaire appelant à des valeurs sûres (solidarité, dialogue, Libération, luttes populaires, Résistance): que dit le PS? Rien face au « capitalisme dur »; propose-t-il un capitalisme mou? En clair, une social-démocratie... Merci, on a déjà donné! Avec quels résultats: augmentation du chômage, progression de l'extrême droite... le catalogue est connu! Avec cette particularité bien décrite dans les analyses « post-mitterrandiennes » relatives à l'action de la gauche: l'opposition traditionnelle étant au pouvoir, les milieux associatifs politiques et syndicaux ont fait preuve d'un extraordinaire silence. Résultat, la gauche a joui d'une liberté totale d'action et Mitterrand a

Le Monde libertaire en procès

contre le Front national
le 6 mai à 13 h 30
à la 17^e chambre correctionnelle
du tribunal de Paris

EDITORIAL

Verrons-nous le R.M.I. disparaître dans les semaines qui viennent pour laisser place à un R.M.G. ?

Le bruit court qu'ayant enfin prit conscience de la vacuité de toute tentative d'insertion, puisque toutes les places sont déjà prises, les politiciens se proposeraient d'abandonner cette approche du traitement de la misère.

La raison voudrait en effet que l'assurance d'un revenu ne soit plus attaché au travail puisque celui-ci ne concernera à l'avenir qu'un nombre toujours décroissant d'individus, ce qui n'est pas un mal, loin de là.

S'il faut produire, et que des machines puissent nous éviter des efforts, eh bien ! il faut que les machines nous remplacent vite et nous laissent enfin du temps pour vivre, créer, rêver ou pour nous livrer à toutes autres activités en fonction de nos goûts.

Ne nous laissons pas polluer l'esprit par la morale qui dit : « tu gagnes ton pain à la sueur de ton front ». Nous n'avons pas à gagner notre pain puisque nous n'avons pas demandé à naître. Ce pain est un dû. Le travail, s'il n'est pas la réalisation de nos goûts et aspirations est un vol de notre temps... un déni de notre humanité.

Seulement voilà, tant que des maniaques s'évertueront à vouloir monnayer ce qui est produit (et que nous continuerons à accepter de le leur acheter au lieu de nous approprier ce qui nous est utile et qui par là même nous est dû), il nous faudra de l'argent, ou toute autre forme de monnaie, pour nous procurer de quoi nous loger, manger, etc. Alors, oui, pourquoi pas un revenu minimum garanti ? Restent à en définir les conditions.

Il ne saurait être question de nous contenter de deux ou trois mille francs par moi. Nous parlons d'un revenu, pas d'un cache-misère. La moindre des choses est que le montant minimum de ce revenu permette au plus exigeant d'assumer tous ses désirs.

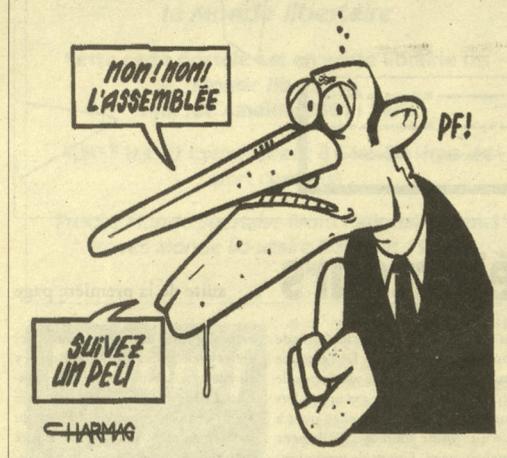
Autrement dit, il faut interroger le plus avide des individus, estimer la somme nécessaire à la réalisation de ses besoins, et décider que cette somme est le R.M.G.

Ainsi le plus pauvre d'entre les pauvres serait assuré de disposer de tout ce dont il pourrait rêver. à ce compte, on peut se demander à quoi bon conserver un système monétaire ? La réponse est simple à cette question : pour ne pas frustrer ceux qui croient encore en son utilité.

Bien qu'imparfaite, cette solution, ce Revenu Minimum Garanti, pourrait être retenue en attendant mieux ; ce mieux bien sûr qu'on ne peut nous donner mais qu'il nous appartient de prendre.

Il est bien évident qu'un R.M.G. ne répondant pas aux conditions ci-dessus énoncées ne saurait mériter même qu'on s'y arrête et qu'on le considère.

CHIRAC DISSOUT LES R.G



(les hommes d'État selon Octave Mirbeau) avaient au moins l'emballage adéquat. Aujourd'hui, il n'y a plus rien... Finis, « les grands soirs », les lendemains qui chantent, les promesses à la pelle, l'avenir radieux, midi à quatorze heures... « Le vrai mobile de l'acte présidentiel n'est pas de nature à apaiser la crise de la représentation politique [...] Plus qu'une évidence, c'est presque la palissade; si Jacques Chirac provoque

Côté slogan, là encore ça va frapper fort. Le PCF s'affiche déjà avec « Du nerf à gauche » (les matraques de Vitry?)... Au PS, on hésitait encore mercredi 23 avril entre la « La France autrement » ou « Changeons d'avenir »... La droite, elle, se veut moderne et Le Pen qui a été pris un peu de court s'affiche en banlieue parisienne avec un tricolore « 1998, le grand changement »... Comme quoi la connerie est intemporelle.

Tout cela prêterait à sourire, si tous ces coquins ne nous rendaient pas la vie impossible... « Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour les bourgeois qui les mangera. Plus bête que des bêtes, plus mouton-

ISSN 0026-9433 - N° 1082



F99 2520

Marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion

DE NOMBREUX PAYS D'Europe, des chômeurs et des chômeuses, des salariés fixes ou précaires, des retraités, des immigrés et des sans-logis ont décidé de se mettre en marche vers Amsterdam.

Vers Amsterdam où, en juin 1997, se tiendra la Conférence intergouvernementale européenne. Et où ils manifesteront tous ensemble pour protester contre la politique libérale de destruction des emplois et des garanties sociales.

«Nous marchons pour dire ensemble notre colère.

«Alors que les pays d'Europe représentent une puissance économique très importante, le chômage et la misère ne cessent d'augmenter.

Durant le dernier hiver, des centaines d'habitants de l'Europe, de la très riche Europe, sont morts de misère et de froid. Le nombre de chômeurs officiellement recensés s'élève, dans la Communauté européenne, à plus de vingt millions; cinquante millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont cinq millions de sans-abris.

«Chacune et chacun d'entre nous peut être victime de cette régression qui est utilisée pour tirer vers le bas les revenus et les droits sociaux. Cette régression de tous les droits collectifs acquis depuis un siècle, la soumission à une flexibilité du travail et à une précarisation toujours croissantes sont le lot quotidien de millions de salariés

«Nous marchons ensemble parce que nous sommes contre l'Europe telle qu'elle est en train d'être éditée, sans nous et contre nous.

«De tous les pays d'Europe, nous marchons ensemble parce que nous sommes pour une autre Europe.

«Nous voulons que s'impose partout en Europe une logique radicale

et résolue de lutte contre le chômage. Les marches internationales du printemps 1997 sont une occasion d'agir tous ensemble et sans frontières.»

Paroles de marcheurs

Agenda

- 14 avril: départ des marches;
- 22 avril: manifestation symbolique à Genève, où siège le bureau international du travail;
- 1er mai: journée de solidarité internationale, passage de plusieurs frontières;
- 24 mai: journée sur les luttes des jeunes, avec un rassemblement à Lille;
- 28 mai: manifestation à Bruxelles pour la solidarité chômeurs-salariés;
- 14 juin: manifestation à Amsterdam.

Le magazine vidéo des marcheurs

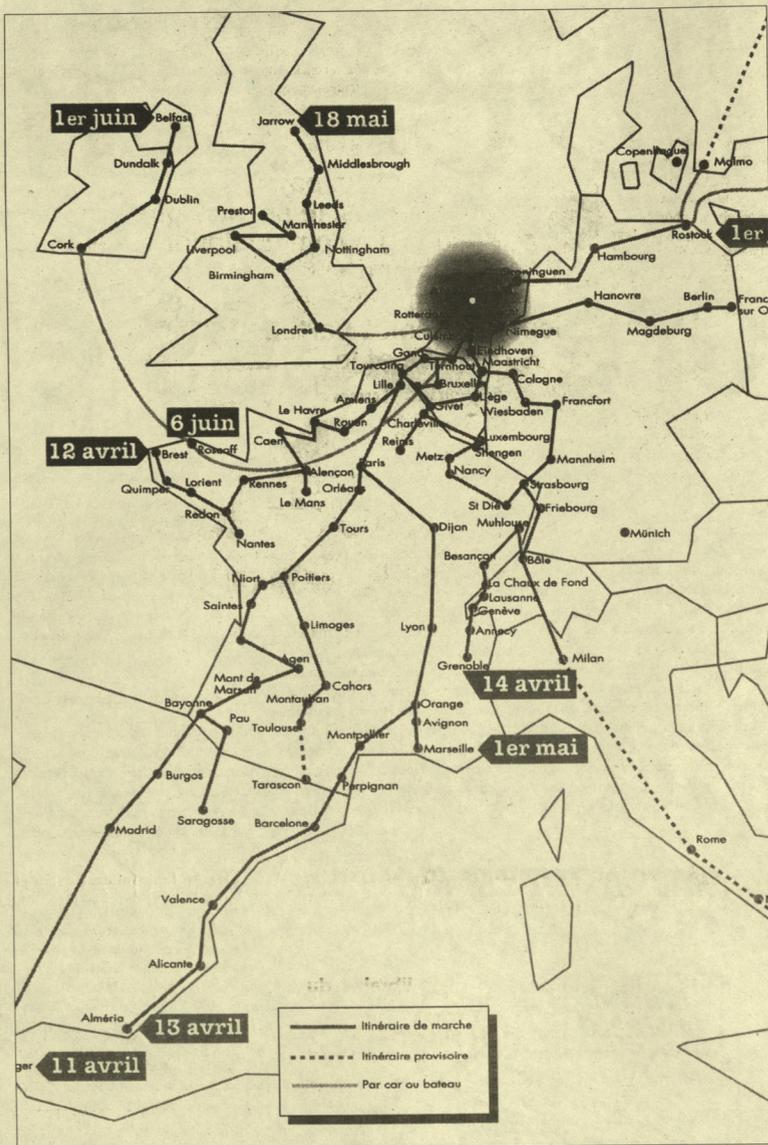
Un outil pour animer les interventions, les réunions publiques, etc. Le numéro un est disponible, durée trente-deux minutes (VHS Pal ou Secam).

Au sommaire, un panorama des luttes contre le chômage, les exclusions et la précarité. Des témoignages de chômeurs, de sans-domicile et de syndicalistes de toute l'Europe, illustrés de nombreuses images de luttes en France et en Europe (les marches en France, de 1995 et 1996 en Espagne, la lutte des dockers de Liverpool filmée par Ken Loach...).

Les organisations qui appellent: En France, les premiers signataires ont été les mouvements de chômeurs et de lutte contre l'exclusion (ADEC, APEIS, Comité des sans-logis, DAL, Droits devant, MNCP, AC!).

Et des syndicats: FSU, Union syndicale du groupe des Dix (SNUI, SUD), CFDT-ANPE, CFDT-FGTE, CGT-correcteurs, CGT-impôts, CNT, Confédération paysanne.

Pour tous renseignements: Collectif nationale de la marche contre le chômage et l'exclusion, 104, rue des Couronnes, 75020 Paris, 01 44 62 63 44.



RECTIFICATIF

En page 2 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1081), un « bourdon » a changé le sens de l'article consacré à l'art moderne. Au chapitre « le fascisme est soluble dans la démocratie », il fallait lire: le FN est un parti démocratique, qui sera élu démocratiquement et qui régnera démocratiquement.

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Grève des électeurs

suite de la première page

mené des réformes sociales et économiques dont la droite n'osait même pas rêver. D'où le fameux bilan: en dix ans de pouvoir socialiste, la gauche a été plus efficace que la droite pour préparer le terrain aux capitalistes.

Remember... le mouvement social...

Il y a belle lurette que les profiteurs se sont émancipés des États et de leurs parlements. L'argent n'a pas d'odeur, et pas non plus de frontières. La nation, l'État:

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1997
 Roulage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

un produit de vente pour les fonds de commerce électoraux... De l'extrême gauche à l'extrême droite tout le monde s'épuise à nous envoyer aux urnes alors que cela ne sert à rien, si ce n'est à détruire toute tentative réellement émancipatrice. Grèves de novembre-décembre 1995... Les acteurs de ce mouvement y croyait, beaucoup espéraient... Ils n'appelaient pas à voter... Il voulait tout simplement dire stop, se réapproprié le pouvoir de décision, ne plus déléguer sa voix. On était à l'opposé d'une logique électorale. Quelque part aussi voulaient-ils changer la vie! A l'exemple de cette salariée de l'entreprise Wonder qui à la fin des grèves de 68 s'écriait: «Je ne rentrerai pas... Je ne frotterai plus les pieds dans cette taule» (cf. le film magnifique d'Hervé le Roux «Reprise»).

Oui, il y a plus à gagner à lutter qu'à élire... Et cela donne ce cri de désespoir d'une salariée de 68. Cela donne aussi

cette déprime des salariés après les grèves de décembre 1995. Parce qu'ils y croyaient... A revoir encore cette émission d'Arte diffusée le 19 décembre 1995: «Paroles de grève». A l'issue du mouvement, les contrôleurs de la gare d'Austerlitz avaient triste mine et certains avouaient: «ce mouvement, c'était mieux que les vacances [...] Dur, je vais retrouver mon train-train quotidien, et leurs gueules d'enfoirés...» Oui, mai 68 décembre 95, c'était sans comparaison avec l'efficacité d'un bulletin de vote.

Les élections sont faites pour tuer tout mouvement social et transformer les acteurs potentiels que nous sommes en moutons bêlants... «Je te l'ai dit bonhomme, rentre chez toi et fais la grève» (3).

Alain Dervin
 groupe P. Besnard

(1) (2) (3) *La grève des électeurs*. Octave Mirbeau. Ed Ludd, 25 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

La justice censure un magazine vidéo dans les Ardennes

L'ORDRE MORAL N'EST PAS un vain mot dans les Ardennes, la toute jeune société de production Vera international, basée à Charleville-Mézières vient d'en faire la triste expérience. Cette société est animée par Muriel et Manuel Sanchez deux créateurs bien connus sur la ville, lui réalisateur du film de long métrage « Les arcaniers » et à l'origine du festival du court-métrage de Charleville, elle metteur en scène de théâtre. Leur société de production venait de diffuser dans le commerce un magazine vidéo (cassette), couplé avec une revue trimestrielle intitulée : « C'est arrivé près de chez vous ». La vidéo et la revue comportaient un reportage et un dossier « Les Ardennes interdites, enquête sur le sexe dans les Ardennes ». La cassette vidéo comprenait également un reportage sur un champion de patinage artistique, filmé à la patinoire de Charleville, au milieu d'enfants auxquels il donnait des cours. A la demande du champion de patinage et des parents des

enfants filmés au cours du même reportage, la justice a fait saisir la vidéo chez tous les dépositaires des Ardennes et en a interdit la vente le 7 mars.

La justice penche...

Ce jugement apparaît particulièrement choquant, en effet le reportage sur le sexe dans les Ardennes, semblable à celui diffusé récemment sur M6 dans Capital et intitulé « l'argent du sexe » ne présentait aucun caractère pornographique mais se voulait une étude sociologique sur un phénomène qui ne peut être nié : l'utilisation du sexe à des fins commerciales. Pour justifier la saisie, le tribunal prend également prétexte du contexte des affaires de pédophilie dévoilées tout récemment en Belgique et en France qui pourrait jeter un trouble dans les esprits. Cet attendu du jugement est particulièrement scandaleux, en effet la cassette incriminée contient un clip de soutien à « Enfance et Partage », association qui lutte contre la mal-

traitance des enfants et la pédophilie. Ce jugement et la saisie du magazine vidéo constituent une véritable censure, justifiée par la préservation d'un ordre moral où le sexe est un sujet tabou.

Toutes celles et tous ceux qui désirent protester contre ce jugement peuvent adresser le courrier ci-dessous au journal *l'Ardennais* 36 cours Briand B.P. 220, 08102 Charleville-Mézières France. Fax 03.24.33.78.79

Lettre ouverte aux censeurs

C'est avec étonnement que nous avons appris que le premier numéro du magazine vidéo « C'est arrivé près de chez vous » avait été confisqué et interdit à la vente au public sur décision de justice.

Est-il possible que la censure et l'obscurantisme reviennent à la mode ? Et au pays de Rimbaud, le poète des Illuminations. Mais la censure, ça ne marche pas, ça ne doit pas marcher dans un pays démocratique.

Nous protestons contre cette interdiction et la saisie du magazine et demandons le respect de la liberté de diffusion pour le premier numéro de « C'est arrivé près de chez vous ».

Liaison Ardennes

Des organisations antiracistes agressées via Internet

Dans la semaine précédant le congrès du Front national, les 26 et 27 mars, un individu a tenté de bloquer les communications électroniques de plusieurs organisations et regroupements antiracistes et antifascistes. La technique utilisée a consisté à submerger les boîtes aux lettres électroniques en les abonnant à une pléthore de listes de diffusion automatique (en se faisant passer frauduleusement pour le demandeur). En cas de réussite, cela signifie, pour les victimes, l'arrivée sur ces adresses de centaines de messages par jour, avec un sérieux préjudice en terme de temps perdu et de surcoûts de communications.

Le seul point commun entre les organisations et personnes visées étant leur attachement résolu à lutter contre le fascisme et/ou le racisme, le motif de l'agression ne fait aucun doute. Qu'il soit le fait d'un individu isolé ou d'un mouvement d'extrême droite, cette tentative d'entrave à l'expression et à la communication de forces progressistes rappelle qu'aucun espace public ou privé n'est épargné par les ennemis de la démocratie.

Cette attaque a été rendue possible par (entre autre) l'absence de techniques d'authentification. L'agresseur a tenté de dissimuler son identité par diverses techniques, mais il a été possible d'identifier l'origine de « l'attaque ». Elle a été lancée depuis un ordinateur connecté au fournisseur d'accès « Club-Internet », filiale du groupe Lagardère.

Ce type de malveillance est resté rare tant que les utilisateurs de l'Internet se sont solidairement protégés. Issue de l'Internet public, cette démarche a connu quelque revers avec la marchandisation du réseau sans toutefois être totalement remise en cause par la majorité des prestataires de services commerciaux. Face à des agissements intentionnellement nuisibles, l'usage a été, jusqu'à présent, de prendre des mesures de rétorsions à l'encontre du ou des fautifs.

Les responsables de « Club-Internet » que nous avons contactés à ce sujet, semblent indiquer par leur silence, leur intention de ne prendre aucune mesure particulière visant à empêcher leur client de recommencer. L'impunité inhabituelle accordée à de tels individus nous paraît d'autant plus inquiétante qu'elle émane d'un groupe puissant de l'industrie et de la communication.

Les organisations et personnes sous-jugées déplorent la passivité de Club-Internet et affirment leur volonté de continuer à utiliser le réseau pour leur activité, malgré menaces et agressions.

Collectif Kom(inter)net - email : samizdat@ecn.org

Le Monde libertaire en procès

Déjà plusieurs centaines de « cartes-pétitions » reçues en solidarité avec le Monde libertaire

Cette carte postale est en vente librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

4,50 F les 10 exemplaires ; 8 F les 50 (frais de port compris)

Procès Monde libertaire-Front national le 6 mai
Procès Monde libertaire-Debré le 12 juin

La liberté d'expression en danger

L'ordre moral n'est pas un fantasme. La mise en pratique de cette politique n'est plus du seul fait de l'extrême droite, mais aussi du gouvernement et d'élus qui prétendent lutter contre le FN en appliquant ses idées. Jean-Marie Le Pen et le ministre de l'Intérieur attaquent *Le Monde libertaire**, mais c'est la presse d'opinion qui est visée. Si notre journal est condamné, c'est la liberté d'expression qui est remise en cause.

* Chaque jeudi dans les kiosques, 10 F.



Procès Front national contre le Monde libertaire le 6 mai à 13 h 30, 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris

Procès ministre de l'Intérieur contre le Monde libertaire le 12 juin à 13 h 30, 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris

Affiche éditée par la Fédération anarchiste. Format 40 x 60 cm. 100 F les 100 exemplaires (port compris). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèques à l'ordre de Publico

FÉDÉRATION ANARCHISTE 145, rue Amelot, 75011 Paris

En bref

■ On peut rencontrer des militants parisiens de la Fédération anarchiste chaque samedi de 14 à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le groupe Malatesta d'Angers tient une permanence tous les samedis de 17 à 19 heures dans son local L'Étincelle, 26, rue Maillé. Tél : 02 41 24 94 45.

■ Le groupe Sabaté (Rennes) tient sa permanence chaque jeudi de 19 à 20 heures au Local anarchiste rennais (LAR), 9, rue Malakoff.

■ Le numéro 10 de La griffe vient de paraître, avec un dossier écologie (vache folle, canal Rhin-Rhône...). En vente 10 F.

c/o La Griffe, 5, rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

■ Le collectif libertaire Aziliz (trois enfants et trois adultes) cherche à créer une ferme autogérée, basée sur une production laitière, dont le lieu reste à déterminer, avec une démarche inspirée de l'écologie sociale. Le collectif souhaite expérimenter de nouveaux rapports à l'économie et à la nature. Il porte une attention particulière à l'éducation des enfants (déscolarisation) ; il recherche des compagnons autonomes et responsables souhaitant s'investir dans une vie de groupe. c/o : Aziliz, le Haut Chaudoul, 04330 Bliieux. Tél : 04 92 34 27 (demandeur Marc)

■ Le groupe Fresnes-Antony de la FA tient ses permanences le mercredi de 16 à 18 heures et le dimanche de 14 à 17 heures au 34, rue Jean-Moulin à Antony (92)

■ Le groupe Sabaté sort le numéro 2 de sa revue La question sociale, sur le thème de l'armée aujourd'hui (20 F). S'adresser au LAR, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes

■ Le numéro 12 de Réseau ouvrier (feuille du groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise) vient de paraître, au sommaire les luttes : contre les fermetures de classe ; dans les hôpitaux psychiatriques... Abt. = 50 F pour 10 numéros/an. C.E.S.S., c/o CNT-AIT, salle 15 bis, Bourse du travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne

Retrouvez la Fédération anarchiste sur le web Radio libertaire, le Monde libertaire <http://www.altern.org/ta>

L'insurrection albanaise

DÉPUIS 1990 L'ALBANIE EST UNE DÉMOCRATIE, c'est-à-dire depuis que les staliniens se sont démocratiquement divisés en staliniens du Parti socialiste (PS) et en staliniens du Parti démocratique (PD), l'émeute embrase régulièrement ce petit pays, sur fond de transition d'un capitalisme d'État à un capitalisme privé.

Retour

La théorie du «socialisme dans un seul pays» soutenue par le «père des peuples» local, avait conduit l'Albanie à une industrialisation forcée, qui après les ruptures successives, avec la Yougoslavie titiste, l'URSS et la Chine maoïste, ne fit qu'aggraver les conditions de vie déjà difficile de la population (en 1938 la part de l'industrie dans le revenu national était de 4,8 %, elle était de 50 % en 1990). D'autant plus que l'industrie lourde fut principalement privilégiée contre l'industrie légère produisant des marchandises de consommation courante. Malgré un taux de croissance élevé (9,1 % par an entre 1966 et 1970) le développement des infrastructures du pays fut relativement lent compte tenu de son isolement; ainsi l'électrification complète du pays sur la base d'une indépendance énergétique totale ne fut achevée qu'en 1970. En outre peu intéressés à la consommation et soumis à des conditions d'exploitations très dures, les travailleurs albanais, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, sont très peu productifs et expriment massivement leur refus du travail par un faible rendement, un travail bâclé ainsi qu'un absentéisme massif et chronique tel que Enver Hodja lui-même s'en plaint officiellement dans plusieurs discours (1). Après la mort de Hodja en 1985 la réforme du pays est entamée par son successeur Ramiz Alia. Cette période s'achève en 1990 avec la libre circulation des Albanais vers l'extérieur du pays et la fin du parti unique. A ces «victoires démocratiques» succèdent une première vague d'émeutes dans tout le pays entre décembre 1990 et mai 1991 qui s'achève par une grève générale du 10 mai au 8 juin (entre temps des élections ont eu lieu en mars 1991 qui portent le PS au pouvoir). La situation ne s'améliorant pas ce petit peuple résolument combatif entame une deuxième vague d'émeutes qui durent de décembre 1991 à la fin de février 1992. On brûle commissariats, bâtiments administratifs, usines, les magasins et les dépôts de vivre sont pillés, ça et là quelques grèves éclatent (ouvriers des boulangeries industrielles de Tirana par exemple). Au mois de mars les élections conduisent l'ancien médecin personnel de Hodja, Sali Berisha, et son PD au pouvoir tandis que l'Union européenne (notamment l'Italie et l'Albanie) se décide à subventionner l'Albanie à hauteur de 500 millions de dollars dont une partie finira dans les poches de spéculateurs, de quelques truands et des membres du gouvernement, les frontières entre chacun de ces groupes étant assez floues.

Le programme du PD (2) est bien entendu la privatisation de l'économie (3) mais 70 à 80 % des grandes entreprises sont encore aujourd'hui propriété de l'État. La récession qui a frappé le pays entre 1991 et 1993 a considérablement affaibli les secteurs agricoles et industriels. Les coopératives ont été abandonnées, les travailleurs préférant cultiver leur lopin de terre pour assurer leurs subsistances, alors qu'un nombre conséquent d'ouvriers retournaient dans les campagnes pour les mêmes raisons. Aujourd'hui 50 % de la population travaille dans le secteur agricole (20 % en Grèce). Depuis 1994 la situation économique du pays s'est stabilisée. L'inflation est passée de 400 % en 1992 à 10,5 % en 1995, la croissance est de 10 % (moyenne sur 1993, 1994, 1995), le taux de chômage se fixe entre 15 et 20 % de la population active. Les secteurs industriels les plus importants de l'économie albanaise (extraction de pétrole et de chrome) fonctionnent tandis que des petites entreprises privées fleurissent surtout dynamisées, comme partout à l'est, par des truands enrichis notamment durant la guerre en ex-Yougoslavie, et qui maintenant investissent aussi dans la production industrielle ou de service (l'économie grise représente 50 % du PIB). A cela s'ajoute les investissements étrangers et notamment italiens : 500 entreprises employant 50 000 travailleurs ont été créés par des Italiens (notamment dans le textile) alors que les investissements italiens représentent environ 60 % des investissements étrangers; les Allemands, eux, ont mis la main sur les plus importantes mines de chrome et tout ce joli monde profite joyeusement du faible coût de la force de travail (les Italiens ont ainsi pu réduire de moitié leur coût de production).

Toutefois l'économie albanaise dépend beaucoup des aides et crédits extérieurs ainsi que des devises rapportées par les travailleurs albanais immigrés. Enfin si une petite partie de la population s'est enrichie, la grande majorité vit dans des conditions misérables (4) qui entraînent le développement de la «petite délinquance» comme partout dans le monde de l'économie. C'est confronté à une telle situation que 200 000 grévistes de ce pays de 3,5 millions d'habitants, demandaient des augmentations de salaires en octobre 1996, afin de compenser une hausse des prix de 30 %.

Durant l'année 1996, le marché de l'usure développé depuis 1994 sous le regard approbateur de l'équipe d'experts du FMI, la Banque centrale albanaise, progresse outre mesure et absorbe les trois quarts

de l'argent du pays au point que Sali Berisha propose de transformer ces sociétés (dont quelques unes l'on financé pour les élections d'avril 1996) en banques. Le succès de ces sociétés auprès de la population s'explique aisément par les taux de rémunérations qu'elles proposaient: de 30 à 100 %. Cette croissance du marché financier s'achève dans la banqueroute fin 1996 et la colère des petits épargnants (un tiers de la population) va être à la hauteur du désastre.

Insurrection

Le 19 janvier 1997, une manifestation organisée par le PS à Tirana dégénère en affrontements avec la police, quelques jours plus tard, à Lushnje, au sud du pays, une nouvelle manifestation tourne à la bagarre, le ministre des affaires étrangères, Tritan Shelm, est séquestré par les émeutiers. Les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient dans tout le pays, l'armée est chargée de protéger les bâtiments gouvernementaux qui sont la cible privilégiée des émeutiers avec les commissariats. Le 25 janvier le PS reliait les revendications de manifestants et demandait la démission de Berisha, le

ganisation massive des pouvoirs politiques et économiques qui jusque là la soutenait et tout ça en embrigadant la population – de façon magique certainement. La démocratie capitaliste en général et ses journalistes en particulier ont besoin de désigner idéologiquement leurs adversaires afin de pouvoir leur opposer l'idéologie démocratique comme panacée et règne de la liberté. Dans le cas de l'Albanie la démocratie ne se trouve pas en face d'une idéologie, c'est-à-dire n'a pas à combattre une autre idéologie qui médiatiserait une contestation, mais elle a à combattre une population. Les démocrates européens ne pouvant ni désigner d'ennemi idéologique (des islamistes par exemple) ni avouer que leur ennemi c'est le peuple albanais, en sont réduits à mettre en avant quelques actes de brigandage et à certifier qu'il s'agit d'une insurrection mafieuse, espérant bien qu'on les croit sur parole.

Le 5 mars, trois villes échappent au contrôle de l'État (Vlora, Saranda, Delvina) et sont isolées du reste du pays par la police et l'armée. Le six, des combats opposants des miliciens et l'armée éclatent entre Saranda et Delvina; un village est bombardé par l'armée qui en définitive doit abandonner le terrain aux insurgés si bien que

le soir les voix de communication entre les villes sont aux mains de la population. Trois nouvelles villes se soulèvent (Memaliaj, Tepelana, Himara), les insurgés se trouvent en possession de chars, on assiste à de plus en plus de désertions. Le 8, Gjirokastrer, la ville la plus importante du sud du pays retombe aux mains des insurgés et on parle pour la première fois des «Comité de Salut». Le lendemain une émeute éclate à Fier et Permet se soulève. Un gouvernement de «réconciliation nationale» est nommé et inclut l'ensemble des partis d'opposition, c'est un jeune membre du PS qui est nommé premier ministre: Bashkim Fino (35 ans). Le 10, quatre autres villes se soulèvent (Gramsh, Berat, Skrapari et Lushnja à 60 km au sud de Tirana), le 11 des affrontements éclatent à Tirana. A une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale des émeutes éclatent le 12 à Elbasan, Cerrik et au nord à Skoder. On recense 15 villes insurgées et hors du contrôle de l'État, le SHIK arme les partisans civils de Berisha. A Lezha, au nord, on attaque le siège de la banque d'État pour se rembourser soit même (les caisses étaient vides) le 13, et une nouvelle émeute embrase Tirana. On y



30, dix partis d'opposition s'unissent dans un «Forum pour la démocratie» qui demande lui aussi le départ de Berisha et la constitution d'un gouvernement de techniciens chargé de résoudre la crise. Le 5 février, alors que le gouvernement commence à rembourser les petits épargnants, la révolte gagne Vlora qui en quelques jours voit le nombre de ses émeutiers passer de 3 000 à 30 000. L'émeute gagne Fier le 14 (60 % de la population de cette ville avait voté pour le PD). Le 20, des étudiants de Vlora entament une grève de la faim pour demander la démission de Berisha. Le 28 dans cette même ville les casernes sont attaquées (pas de résistance de la part de l'armée) et le grévistes de la faim doivent être arrêtés 10 000 personnes accourent pour les protéger de la police; la grève générale est déclarée sur toute la ville et dans quelques autres alentours. Une émeute éclate à Fier le 2 mars et dure jusqu'au 3 où l'État reprend le contrôle de la ville; à Gjirokastrer la grève générale éclate. Ce même jour l'état d'urgence est décrété sur tout le territoire. Le jour suivant (4 mars) de nouvelles émeutes éclatent à Vlora, Gjirokastrer et Saranda où la base navale tombe aux mains des insurgés, où la bastille locale est ouverte et où la maire est destitué et remplacé par un «Conseil municipal autonome». La SHIK prend officiellement le contrôle de la contre-insurrection tandis que les premières milices populaires s'organisent à Vlora.

Compte tenu de la situation il devient urgent pour l'État de trouver des responsables à des actes si inciviques. Ce maladroît de Berisha accuse des services secrets étrangers (lesquels? on ne le saura pas), puis l'opposition PS de conduire la révolte. Dans ce domaine, ce sont les médias occidentaux qui ont montré le plus d'inventivité mais en même temps le moins de crédibilité. C'est que la rage des albanais a dû inquiéter et on lui préfère évidemment la révolte bien encore la bonne insurrection médiatiquement folklorique et d'un romantisme bon marché du Chiapas. En France du *Figaro* à *Charlie Hebdo* (5) tout le monde est d'accord: c'est la mafia qui contrôle l'insurrection. L'Albanie est donc selon ces gens le premier pays où la mafia, c'est-à-dire une organisation criminelle structurée, ayant nécessairement des ramifications dans les pouvoirs politiques et économiques (c'est une constante dans tous les pays) organise la désor-

attaque le siège de la présidence, des usines, des chantiers et des banques sont pillés et incendiés. Des affrontements ont lieu entre des insurgés et des troupes américaines et allemandes alors que celles-ci procèdent à l'évacuation des ambassades. Des unités des «forces spéciales» des armées italienne et britannique sont envoyées sur place et 170 «marines» sont déployés à Tirana qui reste aux mains de l'État. Le gouvernement demande une intervention militaire étrangère. A cette date il semblerait que l'insurgés du nord repassent sous la coupe de l'État. Quoiqu'il en soit un rideau de fer sanitaire isole l'Albanie et les informations se font rares. Toutefois, le 21 mars, les délégués de l'insurrection demandent la formation d'un «conseil présidentiel» institué par le premier ministre et chargé de remplacer Berisha jusqu'aux élections de juin. Le 22 mars, une rencontre est organisée qui réunit Fino le premier ministre, les délégués du «Comité de salut» et les partis politiques d'opposition. Deux jours plus tard, Dini (ministre des affaires étrangères italien) parle d'organiser une intervention militaire. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) approuve le principe le 27 mais demande une résolution de l'ONU qui arrive début avril. Le 3, la composition de l'armée de pacification est révélée: l'Italie fournit le gros des troupes, suivent la France, la Grèce, la Turquie, l'Espagne, la Roumanie, l'Autriche et le Portugal, le tout représentant environ 6 000 hommes. L'intervention débute le 12 avec le débarquement des Italiens à Durrës, suivi des Français le 13. De Charette (ministre des affaires étrangères français) déclare: «Il s'agit d'aider l'armée et la police albanaise à se réorganiser et à redémarrer et de sécuriser les livraisons d'aide alimentaire» (6). Bien sûr, il n'y a pas de pénuries alimentaires en Albanie.

La Commune

Une insurrection est avant tout la dissolution en acte de l'État. Cependant cette dissolution n'est pas et ne peut être stérile, elle est dans le même temps reconstruction, et une nouvelle organisation sociale est spontanément produite. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas une situation relativement chaotique sur ●●● page 5

ALBANIE

Interview de Mark Sotiri du Comité de Saranda

L'intérêt de ce texte est d'être le premier qui nous arrive directement des comités albanais. Le contenu est néanmoins très discutable d'un point de vue anarchiste. Si l'organisation des Comités semble intéressante, le manque de perspectives politiques et d'alternative sociale rend plus que prévisible l'écrasement de la lutte du peuple albanais et la restauration d'un régime de domination.

Q. : Ces jours-ci, les journaux ont beaucoup écrit sur la situation albanaise mais on ne sait pas si tout ce qu'on lit correspond à la réalité. On voudrait connaître de vive voix les causes véritables de l'insurrection albanaise.

R. : Tout a commencé avec la faillite des sociétés financières « pyramidales ». Les gens sont descendus dans la rue de façon spontanée pour protester pacifiquement et demander le remboursement des pertes. Au début, les manifestations populaires étaient pacifiques. Ensuite, la police a commencé à donner des assauts contre les manifestants. Le peuple a été obligé de prendre les armes pour se défendre face à la violence de l'État de Berisha. Le peuple en armes a vite réussi à dominer la situation. Il n'y avait que peu de résistance de la part de l'armée. Beaucoup de militaires refusaient de tirer sur leurs proches, sur le peuple, et l'ont déserté pour se joindre à la révolte populaire. Ensuite, se sont constitués les Comités de la rébellion ayant la charge d'organiser la contre-offensive contre le régime de Berisha. Dans l'extrême confusion où nous nous sommes trouvés, et au-delà des revendications populaires, des bandes

criminelles se sont constituées, qui n'avaient rien à voir avec les vraies causes de la rébellion. Les Comités ont rencontré Fino pour réaffirmer leur volonté d'obtenir la démission immédiate du président Berisha.

Q. : Quelle est aujourd'hui la situation en Albanie et quelle évolution voyez-vous ?

R. : La situation paraît calme. Les produits alimentaires ne manquent pas, mais leur prix a triplé. Les salaires et pensions ne sont plus versés. On a de graves problèmes sanitaires. Il ne manque pas non plus de provocations. L'une d'elles sont les discours et les actions qui cherchent à fomenter une lutte entre le nord et le sud afin de transformer notre lutte en guerre civile. Nous, au Comité, retenons pour improbable que ce discours ait pris parce que tous ceux qui, aujourd'hui, en Albanie, souffrent de la famine et de la misère, sont plus que jamais unis dans la lutte que nous menons.

Q. : Avez-vous une plate-forme politique ?

R. : Notre plate-forme politique est de renvoyer Berisha chez lui et d'annuler le résultat des élections

« pacificatrices » du mois de juin. Personnellement, je retiens que la crise ne peut être surpassée qu'avec une véritable collaboration de toutes les forces politiques et sociales du pays.

Q. : Dans les communes que vous contrôlez, quel est le type d'organisation que vous vous êtes donné ? Certaines personnes nous parlent d'autogestion et disent que les femmes jouent un rôle important.

R. : Les Comités sont auto-organisés et liés entre eux. Les membres des Comités ont tous les mêmes responsabilités. Il n'existe pas de personnes ayant un rôle supérieur. On arrive à garantir le vie sociale. On continue à travailler. Les femmes ont une tâche encore plus lourde parce que en plus de participer aux activités sociales, elles doivent penser au soin des enfants. Les personnes proches de Berisha nous définissent comme étant des bandits et nous accusent, par exemple, de retenir en otage 120 personnes. Rien n'est plus faux. Nous avons invité la télévision albanaise à venir vérifier directement. En plus, beaucoup d'opposants démocrates à Berisha travaillent avec nous à l'intérieur du Comité.

Q. : Les journaux, la radio, la télé, continuent d'affirmer que l'Albanie est aujourd'hui en proie au chaos de bandes criminelles, de mafieux, de voleurs.

R. : Je répète : nous n'avons rien à voir avec le banditisme qui malheureusement existe aujourd'hui en Albanie. Mais notre action n'a rien à voir avec les actions gratuites de la criminalité que nous combattons avec vigueur.

Q. : Que pensez-vous de la migration des Albanais vers l'Italie ?

R. : Que feriez-vous si vos enfants vous demandaient du pain que vous ne pouvez pas leur donner ? La fuite est due surtout à des motifs économiques. Nous sommes heureux de savoir que beaucoup d'Albanais ont été accueillis en Italie, vivent avec des familles italiennes et sont bien traités.

Q. : Que pensez-vous de la tragédie qui s'est passée en mer le vendredi de Pâques ? Pensez-vous que le gouvernement italien ait des responsabilités dans ce drame ?

R. : Ça a été une véritable tragédie qui a surtout marqué le peuple albanais mais aussi le peuple italien que nous considérons comme notre ami.

Q. : Que pensez-vous de l'intervention multinationale ?

R. : Si les soldats viennent en Albanie avec des projets humanitaires et de paix, ils seront bien accueillis. De la même manière que certains ont été, durant les dernières années, bien accueillis en Italie.

Q. : N'y a-t-il pas un risque que l'Albanie devienne une colonie de l'État italien comme cela s'est passé pendant le fascisme ?

R. : Non, absolument pas. Nous ne pensons pas que ce soit dans cet esprit qu'agit la force internationale. Et d'ailleurs, les Albanais ne l'accepteraient pas. Je me répète, nous croyons profondément à l'amitié entre le peuple albanais et le peuple italien.

Q. : Quelles sont les conditions de travail des Albanais en Italie ? Selon vous, sont-ils bien traités ou exploités, sous-payés comme le disent certains journaux ?

R. : L'économie des sociétés capitalistes est, nous le savons, basée sur la différenciation des salaires mais je vous rappelle qu'en Albanie, un policier, un employé, est payé moitié moins qu'en Italie.

Q. : Quel est votre rôle à l'intérieur du Comité ?

R. : Les gens m'ont choisi parce que je suis connu. Je suis une personne très simple. J'ai quarante-trois ans et je suis électro-mécanicien mais, je le répète, à l'intérieur du Comité personnel n'a de rôle prépondérant. Nous sommes tous égaux et nous pensons qu'une fois la crise résolue, les armes doivent être immédiatement déposées.

interview parue dans Umanita Nova du 13 avril 1997.

L'insurrection albanaise

suite de la page précédente

laquelle se greffent des bandes cherchant à profiter de la situation, mais cela reste marginal, bien que toujours mis en avant par la propagande de la contre-insurrection afin de criminaliser la révolte en l'assimilant à ces bandes. C'était vrai en Ukraine en 1920, c'est encore vrai en Albanie en 1997. Inévitablement ces bandes entre en conflit avec l'insurrection et la combattent, et parfois même au côté des pacificateurs.

Dans toutes les villes insurgées d'Albanie les représentants locaux de l'État sont destitués et remplacés par des conseils locaux. Les informations sur ces comités ou conseils sont très partielles et trouvées dans la presse officielle, c'est-à-dire également très partiales. C'est surtout la compréhension de leur(s) fonctionnement(s) qui est problématique. Quoiqu'il en soit, la composition et les objectifs de ces comités révèlent immédiatement à quel niveau se situe la lutte.

Les différents comités naissent avant tout de la nécessité de coordonner l'activité des milices et d'organiser la défense des villes insurgées, ce qui explique la forte présence de militaires en retraite, limogés ou déserteurs qu'on y trouve. Rapidement le conflit se présente comme un affrontement avec l'État (et avec lui seul, c'est une limite sur laquelle nous reviendrons), si bien que les comités de grève existants au début se dissolvent dans l'organisation des milices. Le fonctionnement de ces dernières semblent assez différents de l'organisation militaire dans la mesure où il existe moins une hiérarchie qu'une répartition des tâches pouvant être modifiée : « Les hiérarchies sont fluides et interchangeables » (7). Dans chaque ville et village des assemblées se dotent de délégués qui se retrouvent dans des « Comités de Salut » locaux. Celui de Vlora (fer de lance de l'insurrection) se compose de trente et une personnes (parmi elles « des personnes influentes ») et dix-sept partis politiques y sont représentés ; sans trop extrapoler on peut certainement supposer qu'il s'agit de notables du coin. Ceux-ci viennent rendre compte de leur activité et de leurs options politiques lors des forums quotidiens qui se tiennent sur les grandes places des villes. Il apparaît assez vite que ces comités ne disposent pas d'autorité réelle sur la masse des insurgés et qu'ils y sont plutôt soumis. En fait ils ne paraissent écoutés et obéis qu'en ce qui concerne la gestion immédiate de la lutte (l'élément le plus voyant étant l'organisation des milices). Ainsi lorsque le responsable

de la milice au sein du comité de Saranda propose prématurément de rendre les armes dès qu'un nouveau gouvernement sera nommé, il est désavoué par l'assemblée générale et les armes ne sont pas rendues (8). Concernant les partis politiques présents dans tous les comités ils ne semblent pas exercer de contrôle particulier et partisan ; tout du moins durant la phase insurrectionnelle ce qui peut changer durant la phase négociatrice qui va se développer dans les prochains mois. Bien sûr, contrairement au fantasme du *Wall street journal*, l'opposition PS, partiellement discréditée, n'est pas à la tête de l'insurrection, personne n'est prêt à accorder sa confiance à elle seule. Il est par ailleurs notable qu'à Gjirokaster l'un des responsables du comité est un ancien partisan de Sali Berisha. En fait, le niveau du conflit en Albanie ne se situe pas idéalement entre deux partis politiques du capitalisme d'État aux structures politiques du capitalisme privé, c'est-à-dire le bouleversement de la société dans son ensemble (donc y compris de la couche politique dominante représentée par le PD et le PS) ; et c'est le contenu de tout le cycle qui couvre la période 1990-1997. De fait, la vieille couche politique issue du PC a confisqué le pouvoir politique en se divisant en deux, chacun des partis représentant des intérêts différents mais à l'intérieur de la vieille classe dominante, alors qu'une nouvelle est sur le point de voir le jour. Elle en, est empêchée d'un côté par l'organisation clanique du pouvoir et de l'autre par la sclérose économique induite par l'appropriation partielle et privative des « aides internationales », et le non-reinvestissement des capitaux dans le circuit économique albanais (fuite des capitaux en Suisse et en Autriche). En fait le secret de la révolution politique en Albanie c'est l'exigence du développement capitaliste de ce pays qui passe ici par le renouvellement partiel ou total de la vieille couche politique dominante.

On comprendra bien qu'il n'y a pas là de jugement de valeur sur cette insurrection. De même, il serait erroné de croire qu'il y aurait une manipulation d'une base jugée a priori naturellement révolutionnaire. La revendication essentielle de la base de cette insurrection reste la démission de Berisha et rien d'autre (mise à part bien sûr le remboursement des épargnes perdues) et c'est pour cela que la lutte reste une lutte exclusivement dirigée contre l'appareil d'État. Le niveau essentiellement politique de l'insurrection albanaise

s'explique de deux façons : le faible développement du prolétariat (en Russie par exemple, la question se pose différemment et de façon plus sociale), mais aussi et surtout par le fait qu'une grande partie de la société civile ne se reconnaît pas dans les représentations politiques existantes (PS-PD) au point qu'il n'existe pas d'opposition politique capable de représenter la majorité de la société civile. C'est cette représentation qui se construit dans l'insurrection et qui devra être intégrée aux institutions. C'est pourquoi le « Comité de Salut » de Vlora peut rencontrer l'ambassadeur d'Italie sur une frégate de l'Armée italienne (10 mars), c'est pourquoi le même comité demande d'être parti prenante dans les négociations en vue de la constitution d'un nouveau gouvernement, et tout cela sans jamais être désavoué par sa base.

Aujourd'hui cette ouverture du pouvoir semble inévitable et même nécessaire afin de créer une situation stable qui permette au capitalisme européen (voilà l'intervention militaro-humanitaire) qui compte beaucoup sur ce petit pays teigneux et sur son intégration à l'Union européenne pour la richesse de son sous-sol.

Paolo Niente. - groupe Elisée Reclus

(1) En 1986 le premier ministre Adil Carçani évaluait les pertes dues au mauvais travail à 140 millions de francs et celles dues à l'absentéisme à 75 millions.

(2) Le PD est membre de l'Union démocratique européenne, groupe de centre-droit où l'on retrouve le parti conservateur anglais et le RPR français.

(3) Jusqu'en 1985 tous les travailleurs sont des fonctionnaires en Albanie.

(4) Pour donner un ordre d'idée de la situation, le PNB brut est de 360 dollars par habitants, il est de 19 270 en Italie et 1160 en Bulgarie.

(5) On savait déjà que ces deux publications avaient un dessinateur en commun, on sait maintenant qu'elles ont des idées en commun - les grands esprits se rencontrent...

(6) *Le Monde* du 26 mars 1997.

(7) *Corriere della Sera* du 12 mars 1997.

(8) *Le Monde* du 11 mars 1997.

Cette semaine Roland Topor est mort

ROLAND TOPOR TAPE SUR SON ordinateur un petit texte dans lequel il imagine se réveiller avec un cadavre dans son lit. Il écrit: «J'ai la nuque raide, les membres inertes, la poitrine écrasée par un poids énorme.»

L'imaginaire est son refuge. Là, il peut libérer la peur et la douleur d'être au monde. Ça le dédouane de la bêtise humaine, de la vacherie humaine. Et il en connaît un rayon sur cette engance prédatrice, puisqu'il a été pourchassé par les nazis. Il n'a jamais oublié: enfant, on

par un accident au bord de l'auto-route, des gosses sans famille, un métier qu'on n'aime pas. Mais le dessin est neutre. C'est une chose mentale, une représentation. Ce ne sont que les aventures extraordinaires de l'imagination: du bovarisme au masculin.» Et: «D'ailleurs mon souci principal n'a jamais été de représenter le monde, mais plutôt de l'imaginer autrement, de me foutre de sa sale gueule, de lui faire un bras d'honneur, de me venger.» L'ordre social le poursuit toujours, et il s'ingénie, toujours son instinct de conservation, à ce que jamais il ne puisse lui mettre la main dessus. Inconciliable. Irrécupérable. Un rebelle. Ne se souciant ni de paraître, ni de posséder.

Ce jeudi-là, il incarne encore tout ce qui le rend précieux: sa curiosité des êtres, son intelligence vive et rapide, sa profondeur, sa générosité. Et le sens de la fête. Il a ce don exceptionnel d'être à chaque instant présent dans le présent.

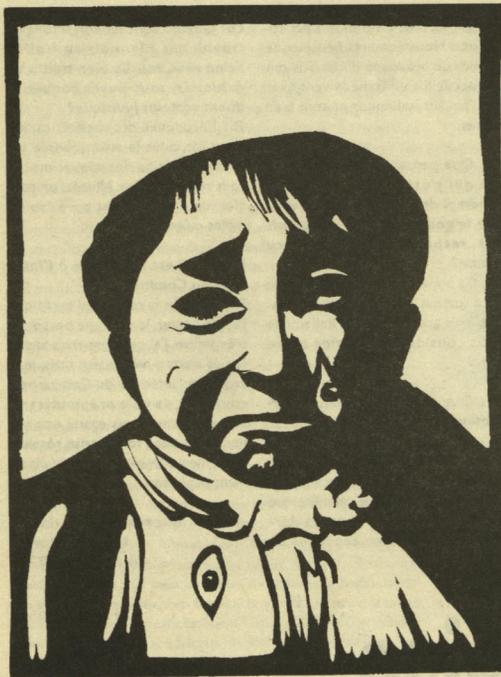
Cette nuit, qui est sa dernière sortie, il exprime plus que jamais encore son amour de la vie. Jusqu'au matin, comme à son habitude. Il souffre d'insomnie (comme Proust, se couche souvent de bonne heure). Il prend son petit déjeuner dans une brasserie de Saint-Germain-des-Prés. Revient chez lui, lançant joyeusement à Marie, sa compagne: «J'ai passé une nuit comme je les aime.» Avant de dormir quelques heures. Vendredi 11 avril, de bonne heure, un ami l'a vu s'en aller dans la lumière matinale. Petit bonhomme de vie.

Vendredi après-midi, il a un rendez-vous dans son atelier. Il va retrouver des amis musiciens. Il travaille sur un opéra. Quelqu'un téléphone vers quatre heures. Il dit: «L'argent, on s'en fout.» Marie doit venir le rejoindre à six heures.

Entre-temps, il ne répond plus. Les musiciens appellent. Il ne décroche pas. Ce qui paraît bizarre. Ils insistent. Puis, peu après, c'est lui qui appelle d'une voix lointaine, étouffée: «Venez, je suis tombé.» Ceux-ci, qui se sont précipités, rapportent ses dernières paroles avant le coma définitif. «Lève-moi, j'ai envie de pisser.» Où a-t-il mal? «A la tête. Un léger mal de lendemain de cuite.»

Les pompiers feront les premiers soins précieux, l'évacueront vers l'hôpital. A l'arrivée des pompiers, une scène cocasse. L'un d'eux s'adressant à l'homme allongé par terre, à demi-paralysé: «Alors? On est tombé? On ne peut pas se relever?» Puis avisant des tableaux au mur: «C'est un artiste? - Oui. - Il est connu? - Très connu.» Le type se précipite vers le téléphone. «Il me faut deux motards! Maintenant, on ne rigole plus!»

Dimanche soir, en salle de réanimation à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Il est toujours dans le coma. Nuque raide, membres inertes. Les médecins sont pessimistes. L'attaque cérébrale a laissée des traces graves. Rabelais, visage paisible, yeux clos, il ressemble à un empereur chinois sur son mausolée.



dessin inédit de Roland Topor

Deux jours après, jeudi 10 avril, il passe la nuit claire à boire, entre amis. Comme il en a l'habitude. Heureux. Plein d'appétit de vie et de projets. Il mord toujours dans le travail avidement. Le travail l'intéresse.

voulait sa peau. Alors vous pensez, l'imaginaire quel soulagement: «L'image inventée n'est jamais traumatisante. C'est toujours un conte de fées. Il n'y a que la réalité qui puisse choquer: des corps blessés

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 1^{er} mai à 18 heures:
Si Vis Pacem programmera des chansons pacifistes.

jeudi 1^{er} mai à 20 h 30:
Microclimat recevra Didier Anger du CRILAN.

vendredi 2 mai à 13 h 30:
Pensée à débattre recevra Claudie Ramon et Rose-Marie Mallea à propos de l'analyse transactionnelle dans l'éducation et le travail social.

vendredi 2 mai à 16 heures:
Reflex débattrà du négationnisme avec des invités issus de l'ultragauche.

dimanche 4 mai à 20 h 30:
Jazz en liberté programmera String trio of New York en public (1993); Django Reinhardt quintet (1935); Groupe Radius (1991); Viviane Arnoux-François Michaux (1995); Deroj Jenkins ensemble (1978).

mercredi 7 mai à 20 h 30:
Ras les murs recevra Patrick Marest, de la section française de l'Observatoire international des prisons.

Topor est mort, il rit encore

Dans le *Monde libertaire* paraît un article de notre ami Jacques Vallet, qui fut un proche de Topor. Non seulement un ami, mais aussi un complice dans la revue d'humeur et d'art de Jacques: «Le Fou Parle».

Topor, l'universel, le multiple, a dessiné et écrit dans cette revue. Sept années de joyeux et explosifs feux d'artifice entre 1977 et 1984. Il paraît qu'à sept ans, c'est l'âge de raison. Le «Fou Parle» s'est alors tu, méfiant devant la raison raisonnable, raisonneuse et froide, insensible et sans humour. Mais Topor a continué sa folle équipée d'histoires et d'images sans fard. Il sera là encore demain pour bousculer notre somnolence.

Topor est mort de sa belle mort, de mort naturelle! Belle et naturelle, ce sont bien des fleurs pour une immortelle. Inutile de la flatter, de lui passer la main dans les cheveux, de la caresser dans le sens du poil. Elle a fait son sale boulot mécanique, laid et artificiel.

Il y a 20 ans, Topor, ce fou bavard, avait écrit un texte bien vivant et pétulant sur le thème: «100 bonnes raisons pour me suicider tout de suite».

La faucon, la camarade, la ravageuse au nez plat l'a suicidé vingt ans après. Parmi ces bonnes ou folles raisons, celles de la joie de vivre quand même, celles des faux amis, celles de la bêtise du troupeau humain.

Je vous les cite:

1. Faut bien rêver du sucre et du sexe candis
«La mort est paraît-il une femme facile: Je vais me payer du bon temps» (65)
 2. Les «amis» qui se manifestent au bon moment
«Parce que j'ai hâte d'utiliser l'épithète amusante que je me suis trouvée: Bon débarras» (81)
 3. Pour renouveler mon stock d'amis» (93)
 4. Le troupeau des zombies allant à la messe électorale
 5. Pour faire partie de la majorité silencieuse: la Vraie» (41)
 6. Pour éviter de prendre parti aux élections» (11)
- Topor est mort et on l'aime encore.

Archibald Zurvan
24 avril 1997

Dans le métro, un bébé dans sa poussette dort à poings fermés avec la même lumière tranquille sur le visage. Monsieur Laurent a rejoint son bébé. Il est mort mercredi 17 avril. Samedi 20 avril, sa famille et la famille de ses amis ont accompagné le cadavre au cimetière du Montparnasse. Derrière la fanfare du Grand Magic Circus. Le ciel, si bleu depuis des jours, était gris. Un vent froid serrait le cœur. Le cercueil paraissait tout petit dans la terre, au fond du trou. Roland Topor (1938-1997) n'acceptait pas la mort. Ne voulait-on pas toujours lui faire la peau?

C'est ce qu'il cherchait dans ses mots, dans ses dessins, dans son œuvre: un territoire pour échapper à la mort. Où il pouvait ne pas la prendre au sérieux. Dénoncer le piège absurde de l'être, les cartes pipées. Il avait, dans *Le Fou parle*, décrit ainsi la «party» qu'il jouait: «L'absent, le disparu, moi et personne faisons un bridge. Je suis le mort...»

Cette semaine, la mort a mis fin au jeu. Et il n'y a plus qu'elle. Inéluçable. Il a suffi d'une semaine.

Jacques Vallet

à la petite semaine

Cocu et consentant

Il est des sondages qui, rapidement considérés, réconcilieraient presque avec les Français. Quatre-vingt pour cent d'entre eux, en âge de voter, estiment en effet que la récente dissolution de l'Assemblée et les élections qui suivront ne sont en réalité que grossière manœuvre politique de la part d'un gouvernement essouffé.

S'enthousiasmer pour ce qui apparaît ici comme un solide bon sens retrouvé serait toutefois déplacé, dans la mesure où une confortable majorité de ces mêmes sondés, quelques jours avant cette dissolution, s'y montraient favorable, approuvant par avance une décision qu'elle s'empressait aussitôt de déconsidérer.

Faut-il en vérité s'étonner qu'une mesure soit ainsi qualifiée d'évidente combine par ceux-là même qui prétendent la souhaiter, et dénoncer à travers cette apparente contradiction une formidable manipulation de l'opinion?

Rien n'est moins sûr! Car l'électeur, individu dépossédé, est ainsi fait que, même réveillé par une lueur soudaine de lucidité, momentanément lassé de jouer sans discontinuer le rôle peu reluisant de l'éternelle dupe, soudain conscient d'être le jouet dérisoire des isolos au profit d'une coterie occupée à assurer sa pérennité, jamais ne renoncera à ce qu'il sait parfois être sa dérisoire et inutile «liberté»; choisir, à travers son élu, celui qui demain le fera cocu.

Comme la prière, étouffoir de la raison, cette attitude relève de l'irrationnel et de l'incantation, préférant le doux ronron des urnes et la douce prison des élections, cercueils de médiocres illusions, à l'aventure de la liberté d'individus enfin responsabilisés.

Floral

Le surnom d'infâme leur va comme un gant!

ON L'A ASSEZ RÉPÉTÉ POUR s'en louer: depuis la mort des idéologies, l'art se rit des injonctions morales et des frontières politiques de plus en plus incertaines. Dès lors, au nom de quel principe condamner ces critiques de l'art dit contemporain qui, dans cette même logique, en sont arrivés après d'autres à flirter avec *Krisis*, revue d'extrême droite revisitée, toujours prête à brouiller les pistes à gauche sans jamais dévier de son propre chemin (1)? Le problème serait plutôt de comprendre pourquoi certains, qui ne comptent pas parmi les moins avertis, finissent par ne même plus voir qu'une telle promiscuité pose... problème. La polémique suscitée par leur dérive dans ces eaux troubles s'éclaire à la lumière d'une anecdote rapportée par un auteur dont l'intelligence et l'intuition en matière artistique ne peuvent guère être mises en doute.

son les termes qu'il employa - en Allemagne et en Italie. Je me bornai à lui faire observer qu'une telle attitude impliquait de sa part la dénonciation de toute espèce d'accord passé entre nous et rendait toute nouvelle rencontre inutile. Depuis lors, nous ne nous sommes jamais revus». Et pour cause. Si l'on peut s'interroger sur la collaboration d'Éluard à des revues fascistes, en revanche, son ode à «Joseph Staline» et son «cerveau d'amour» comme son refus d'intervenir en faveur d'un de ses ex-amis accusé lors d'un procès de Prague ne sont que trop réels.

André Breton n'était pas le seul alors à le penser: fascisme, stalinisme et capitalisme sont «intrinsicquement» ennemis de l'art. Aujourd'hui, il ne manque pas de beaux esprits pour essayer de nous convaincre que ce fut une grave erreur de sa part de vouloir relier l'art à la révolution, de croire que morale et littérature sans se confondre ne s'excluent

les valeurs de la liberté marchande au point qu'il ne se voit même plus ramper dans les antichambres de la servitude. «La finalité, c'est l'œuvre, pas le comportement moral ou social (3)», annonce-t-il triomphalement, alors qu'il est précisément la preuve du contraire, le reflet d'une fin de siècle décomposée dont il emporte fidèlement la gadoue sanglante à la semelle de ses souliers pour en faire la matière première de son œuvre - sa finalité. Et puisqu'il lui faut bien, pour finir, montrer qu'il est toujours et invariablement égal à lui-même, prêt à reprendre du collier, «il renie même sa qualité de renégat, et à l'opprobre de la défection il ajoute encore la lâcheté du mensonge» (Heinrich Heine).

Il n'est pas étonnant que, dans le droit fil d'une histoire où la contre-révolution a pris le masque de la révolution et le capitalisme d'État celui du communisme, le reniement de soi finisse par devenir une affirmation de l'être; et «les défaillances, les trahisons [...] l'autre nom d'une fidélité à soi-même (4)». Autrement dit, la figure du renégat s'érige en effigie de la liberté, et le mépris des principes devient le gage d'une stimulante disponibilité d'esprit. Les errements dans le stalinisme seront considérés comme moins graves sur le plan littéraire et artistique que l'impératif de concordance entre la vie et l'œuvre défini par les surréalistes d'un point de vue subversif. Alors que cette exigence, en introduisant une instance de contrôle éthique à l'intérieur même de l'acte de création en léserait la substance, l'engagement politique d'Aragon glisserait à la surface de son œuvre. On comprend pourquoi à l'heure où l'art et le marché font si bon ménage, nos scribes s'accrochent plus volontiers de la danse nuptiale entre le knout et la plume orchestrée par Aragon, que d'une fusion entre le «changer la vie» et le «transformer le monde» que Breton ne désespérait pas de réaliser à travers la révolution.

Que tout, jusqu'au pire, devienne possible quand les conditions de l'alliance scellée par le surréalisme en ses débuts font défaut, on l'a vu avec *Krisis*. On en verra d'autres, assurément, au moment où l'intelligentsia, qui sait reconnaître les siens, commémorera la naissance d'Aragon, l'enfant chéri du parti. Le programme des festivités ne parle de rien moins que du «siècle d'Aragon». Ce qui n'est pas faux si on le mesure à l'aune d'une histoire de l'infamie dont il fut le fleuron. Pour être à la hauteur de l'événement, la prestigieuse Pléiade vient de sortir le premier tome des œuvres de ce romancier tout terrain. Une jaquette rouge sang eût été de rigueur, comme pour l'album destiné à l'accompagner. «A Bobigny, nous annonce *Le Monde*, le Conseil général organise une table ronde sur Aragon qui inaugure les manifestations autour du centenaire de la naissance de l'écrivain; avec Julia Kristeva, Pierre Daix, Nedim Gürsel, Roland Leroy, Jean d'Ormesson, François Taillandier; animée par notre collaboratrice Josyane Savigneau.» Il est réjouissant de voir le littéraire que saluent à la fois le tapir d'Ormesson et *L'Humanité* la gâtesse réunir autour de sa mémoire Julia Kristeva, petite veuve de Mao, et Roland Leroy, descendant du petit père des peuples. Le fou du PC a d'ailleurs un fan-club à sa mesure. Écoutez Philippe Cau-

bère, vedette d'un spectacle à la gloire d'Aragon, crier sa flamme: «J'aime son abandon total au PC et ses doutes. J'aime cette imagerie du XX^e siècle, terrifiante, pleine de spasmes; je crois qu'il est important de faire entendre cela aux gamins qui vont entrer dans le XXI^e siècle (5).» «Cela» - ce sont les contorsions du grand inquisiteur des lettres qui, en toute connaissance de la mauvaise cause qu'il servait à plat ventre, n'a jamais perdu une occasion de chanter la gloire des vainqueurs. En réalité, et quelque effort qu'on déploie pour les dissocier, «éthique et esthétique sont un» (Wittgenstein); le monde de l'art reste le regard que l'artiste jette sur le monde, le reflet de ses propres jugements de valeur, de ses engagements ou de ses désenchantements. Ni les Aragon ni les Sollers n'échapperont plus longtemps que d'autres, qui se croyaient inscrits dans la durée, à la loi de la gravitation artistique. L'inauthenticité et l'artifice réclameront tôt ou tard leur dû à ces «exécrables histrions de l'esprit (6)», car ils n'auront pu faire que leur pitoyable allégeance au PC, à Mao et au Marché ne déteigne d'une manière ou d'une autre sur leur œuvre. Gare alors à ceux qui se seront complu à être leurs dupes! Malgré les roucoules des Caubères, les gamins devenus les adultes du

XXI^e siècle finiront bien par retrouver le sens d'une histoire encore tout humide du sang versé par les millions de victimes dont Aragon a couvert les cris de ses ritournelles affectées (7).

Louis Janover

(1) Sur cette polémique, voir *Libération* du 26 mars 1997, *Le Monde* du 27 mars 1997 et le dossier réuni par *Art Press* dans son numéro d'avril.

(2) Philippe Sollers, «Breton manifeste», *Le Monde*, 20 mai 1988.

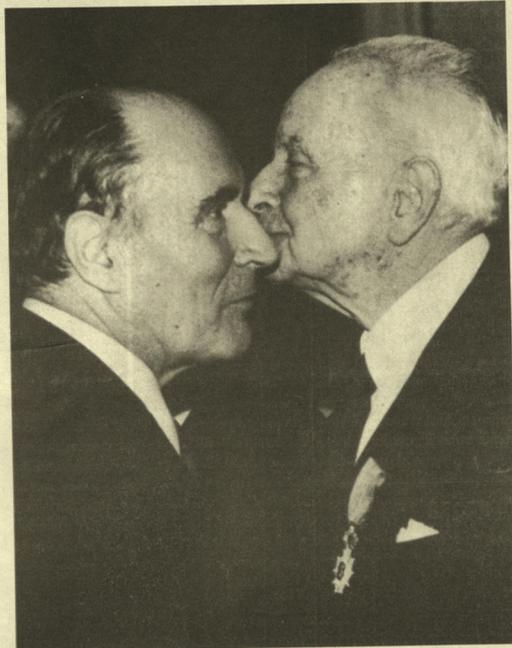
(3) «Destin des avant-gardes», entretien avec Philippe Sollers, *Le Débat*, n° 86, septembre-octobre 1995.

(4) Pascal Bruckner, «Bob Dylan. Le rocker qui a su incarner les générations des années 60», *Le Figaro littéraire*, 16 août 1993.

(5) Philippe Caubère, entretien, *Libération*, 30 décembre 1996.

(6) Le pluriel est de nous, la formule de Louis Aragon, in: «Avez-vous déjà giflé un mort?», texte de 1924 où il flétrissait en Anatole France «le littérateur que saluent à la fois le tapir Maurras et Moscou la gâtesse».

(7) J.-P. Garnier et L. Janover, «Laissons les momies enterrer leur mort», *Le Monde*, 11 janvier 1983. Sur Louis Aragon, voir notre préface, «Benjamin Fondane, un devenant parmi nous», in: Benjamin Fondane, *L'Écrivain devant la révolution*, Paris-Méditerranée, 1997.



Dans un de ses Entretiens radiophoniques d'après-guerre, André Breton revient sur les circonstances de sa rupture avec Paul Éluard. De Mexico, il lui avait fait savoir qu'il s'étonnait de voir son nom figurer dans une certaine revue. À son retour, il eut «la stupefaction de l'entendre alléguer qu'une telle collaboration n'impliquait de sa part aucune solidarité particulière, qu'il en était venu à se persuader qu'un poème de lui se défendait n'importe où, de par ses qualités intrinsèques, si bien qu'au cours de ces derniers mois, non moins volontiers qu'à *Commune*, il avait collaboré à des publications fascistes - ce

pas pour autant: «Nous ne le savons que trop aujourd'hui: non la révolution sociale n'entraîne pas forcément la reconnaissance de Rimbaud et de Lautréamont (2)». La révolution dont parle ici Philippe Sollers étant la contre-révolution totalitaire à laquelle il s'est voué corps et âme, qu'elle ait mis la poésie à l'index ne saurait surprendre. Qui reconnaît Sollers ne peut que méconnaître Rimbaud, Lautréamont, Breton ou Artaud. Certes, comme il n'est plus aux ordres d'un parti, notre vidangeur des arts et des lettres se croit désormais libre comme l'air, dédié de tout impératif idéologique et moral. Il a intériorisé

Copinage

Reprise par la compagnie du théâtre K de Benoît Broutchoux les 1^{er}, 2 et 3 mai au Théâtre des Nuits blanches, 30, rue Brûle-maison à Lille (réservations: 03 20 57 94 94).

Marc Robine, chantera le lundi 5 mai au Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, 75019 (100 F et 80 F). Réservations: 01 43 84 70 04.

Le fou du PC a d'ailleurs un fan-club à sa mesure. Écoutez Philippe Cau-

Chronique des bas-fonds

Ordre de baver!

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans *Le Monde libertaire* du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de «parents douteux... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...»

Nul n'ignore les déboires que le juge Halphen rencontre dans son enquête sur le financement occulte du RPR. Il était écrit dans tous les journaux et dit sur toutes les ondes que les R.G. ont caché des pleines armoires de dossiers sur les affaires politiques, «sur la mairie de Paris, ses fausses factures et ses eaux troubles». Ce sont les termes mêmes du fameux corbeau qui conseille par courrier le juge embarrassé, ainsi que le rapporte L.M. Horeau dans le *Canard enchaîné* du 23 octobre 1996. Si l'on en croit encore *l'Événement* du jeudi du 27 mars 1997, le corbeau, dans sa dernière lettre du 26 décembre 1996, «invite le juge à s'acharner sur Yves Bertrand, directeur central des R.G. et sur Brigitte Henri» (commissaire spécialisée dans les enquêtes sur les affaires politico-financières). Ces derniers sont en effet «les seuls à en savoir plus que le juge sur les comptes en Suisse du mouvement gaulliste».

Le plus cocasse est bien quand cette police politique prend le pouvoir qui l'a armé à son propre piège. Le *Canard enchaîné* du 23 octobre 1996 rapporte que «Halphen demande [à Yves Bertrand] l'intégralité des notes blanches versées par Brigitte Henri en relation avec Jean-Claude Méry et ses relations avec l'OPAC et la ville de Paris... Le refus poli est déjà prêt: Yves Bertrand, sur ordre de Debré devrait jurer que tous ces petits papiers ont malheureusement été détruits». En effet, le ministre de l'Intérieur, qui est le chef suprême de toute cette canaille policière, doit être bien marié d'être quasiment obligé de créer un précédent en laissant un juge pénétrer dans l'ancre du pouvoir gouvernemental. Le politique est-il réellement celui qui détient le pouvoir ou bien les R.G. sont-ils une machine échappant à tout contrôle et passant au travers de toutes les lois, même l'article 40 du code pénal qui oblige tout fonctionnaire ayant connaissance de faits délicats à en informer les autorités judiciaires? Mais les R.G. font de la rétention d'informations quand bon leur semble. Le ministre politique a bien engendré un monstre policier. Pour une fois qu'on n'est pas atteint par la bave, on peut bien rigoler du crapaud... licier. Quoi, j'ai dit une connerie? Allez, à la semaine prochaine pour de nouvelles aventures, en direct des fonctionnaires «bavures».

Le fouineur

PARIS

Commando anti-IVG à la clinique Jeanne d'Arc

LE SAMEDI 26 AVRIL, UNE TRENTAINE D'ACCROS DU béniétier étaient venus jouer les martyrs devant la clinique Jeanne d'Arc, dans le 13^e arrondissement de Paris. A l'occasion de la 7^e journée mondiale pour la vie, pendant que leurs copains moins téméraires allaient planter des bougies devant la cathédrale Notre-Dame symbolisant « toutes les vies d'enfants en danger dans le monde », l'ineffable Xavier Dor et son fan-dub voulaient faire le siège de cette clinique où ils s'étaient déjà illustré l'année dernière, après s'être fait jeter de la clinique Ordener dans le 18^e.

Mais quand on annonce ce genre d'opération à longueur d'antenne sur *Radio Courtoisie*, « la radio de toutes les droites » (sic), on peut difficilement espérer avoir le bénéfice de la surprise. Et il y avait donc une bonne centaine de contre-manifestants qui les attendaient déjà de pied-ferme quand ils sont arrivés vers 14 heures. Alors que la CADAC, organisation responsable, clamait courageusement sa détermination à l'autre bout de la rue Jeanne-d'Arc verrouillée par la police, le gros

des défenseurs du droit de choisir, principalement des militants de la CNT-AIT et du SCALP-Réflex ont préféré foutre dehors les illuminés du crucifix dehors à coup de lancer d'œufs et de coup de pied aux fesses. Ce qui n'a pas tardé à susciter l'intervention musclée d'autres fanatiques, ceux de la chaussette à clous. Ce qui ne s'est pas fait sans heurts...

C'est donc sous la protection des matraques policières que la clique des George-Pierre et des Marie-Chantal ont pu chanter leurs cantiques tout à loisir, malgré le peu d'enthousiasme du public forcé d'un tel récita. Les habitants du quartier n'ont en effet guère hésité à leur déverser de la farine sur le dos, avant de pousser la musique plus fort, en dépit des menaces du commissaire présent.

C'est finalement les quelques gouttes de pluies tombées vers quatre heures qui renverront nos forcenés du chant grégorien vers leurs sacrifices d'origine. Dommage: recouverts d'œuf et de farine, nous n'avions plus qu'à les passer au four pour obtenir des grenouilles de bénitier en croûte...

Guillaume, groupe Louise Michel

Si les députés pouvaient supprimer la misère, les inégalités, depuis le temps... ça se verrait!

CHIRAC AVAIT À PEINE terminé son discours que les « guignols » se disputaient une future place au chaud à l'Assemblée. Rarement les hommes politiques n'ont donné une image plus caricaturale de leur inutilité. Les humoristes du *Canard enchaîné*, de *Charlie Hebdo* ou de *Canal+* sont largement débordés par leurs modèles.

Rarement ces hommes et femmes

n'auront paru si étrangers aux préoccupations réelles de ceux et celles qui en France se débattent avec la misère, les problèmes de logement, d'éducation, de qualité de vie, de liberté individuelle, de dignité humaine...

Rarement leurs chamailleries n'auront été si éloignées des revendications profondes révélées par les mouvements de novembre-décembre 1995, la lutte des sans-papiers, le rejet des lois Debré-

Pasqua. Rarement la crédibilité de leur « programme » n'aura été si nulle aux yeux des citoyens. Notamment leur « volonté » de changer radicalement la politique économique et sociale qu'ils ont tous mis en œuvre depuis quinze ans. Par exemple: comment croire que la gauche fera reculer le chômage avec des mesures qui ont été votées en 1982 et/ou qu'elle n'a jamais mis en œuvre: les 35 heures de travail par semaine? 700 000 emplois à créer? Que penser d'écologistes ou de gauchistes qui signent un accord avec ceux qui ont saboté le Rainbow Warrior, initié la guerre du Golfe, approuvé et développé la logique des lois Pasqua? Comment croire encore à la réduction de la fracture sociale par ceux qui se sont vendus (au propre et au figuré) aux lois du libéralisme: privatisation des services publics, bradage de la sécu, licenciements massifs... Les députés n'ont cessé de réduire nos libertés, d'augmenter les profits et donc les inégalités sociales et, pour cacher leur échec, de désigner des boucs émissaires (les immigrés, les jeunes, les fonctionnaires, les femmes au travail).

il faut agir au lieu d'élire

Il paraît que ces élections constituent un choix de société. Si c'est le cas, il faut s'atteler aux causes réelles des problèmes. Il faut sans tarder démanteler les structures même de l'exploitation: le capitalisme et l'État. Si nous devons inverser les logiques qui nous ont conduit à cette situation catastrophique, c'est le système lui-même qu'il faut changer. Dans cette perspective, ces élections ne servent à rien car le capitalisme n'est pas réformable!

C'est pourquoi vous ne verrez pas les anarchistes s'agiter dans le cirque électoral pendant ces quelques semaines, mais vous nous trouverez à coup sûr aux côtés de tous ceux et celles qui luttent. Les combats à mener se trouvent ailleurs, là où nous travaillons, nous habitons, nous vivons. Nous n'avons pas besoin de prières ou d'élus, mais de luttes afin que plus personne ne décide à notre place, afin de construire dès maintenant une société développant la liberté des individus, l'égalité sociale et l'entraide entre les peuples. Certes il y a du pain sur la planche, mais c'est le chemin le plus sûr pour nous débarrasser définitivement de ceux qui s'enrichissent et vivent de la misère, de l'oppression.

Fédération anarchiste

La liberté en France : une peau de chagrin

Pour les anarchistes français, il n'est pas question de verser dans la paranoïa, mais avouez que nous pourrions être tenté :

- lors d'une fête des associations, le stand de la FA est attaqué par une bande de « skins ». Plusieurs personnes sont blessées (Poitiers, septembre 1996) ;

- plaintes multiples pour insultes à chef d'Etat (Jean-Paul II) et agression du stand de Radio libertaire par les brigades mobiles de la préfecture de police de Paris (22 septembre 1996) ;

- deux procès intentés contre notre hebdomadaire, l'un émane du Front national, l'autre du ministre de l'intérieur ;

- pour finir, notre librairie lyonnaise a été détruite par un incendie criminel (15 février 1997).

Tout porterait à croire que les mêmes esprits se rencontrent et utilisent des armes qui n'ont pour but que de nous faire taire, de manière légale ou criminelle. Un dessin, un billet d'humeur, des livres à vendre ou à consulter, tous ces éléments tiennent de la même logique. Il visent la liberté de diffuser des idées contraire à leur politique, à leurs desseins.

Hier c'était les sans-papiers, les immigrés, les artistes, aujourd'hui ce sont les anarchistes. Demain... il sera trop tard !

Premier rendez-vous : le procès contre le FN, mardi 6 mai à 13 h 30 à la 17^e chambre correctionnelle du palais de justice de Paris.

Fédération anarchiste

A G E N D A

jeudi 1^{er} mai

- LILLE: Manifestation intersyndicale et antifasciste à 10 heures Place Sébastopol (M^e République).

- RENNES: Le groupe La Commune appelle à une manifestation à 10 heures place de la mairie sur le thème « les meilleures armes contre le fascisme sont les luttes sociales ». A l'issue de cette manifestation, un pot est organisé au local anarchiste 9, rue Malakoff.

- SAINT-ETIENNE: Le groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste appelle à participer à la manifestation qui partira de la Bourse du travail vers 11 heures.

- SAINT-NAZAIRE: Le Front libertaire organise un rassemblement à 11 heures au centre République.

- BESANÇON: Deux rendez-vous (avec le groupe Proudhon de la Fédération Anarchiste et la CNT du Doubs). A 10 heures: manifestation place Pasteur; à 13 heures: buffet froid (réservation au 0381814325 de 19 à 21 heures).

- TOULON: Rendez-vous à 10 heures place de la liberté.

vendredi 2 mai

- NANTES: Concert de java-rock-celto-gouailleux avec *Rue d'la gouille* et *La Poque* au Local, 16, rue Sanlecque. Participation aux frais: 15 F.

samedi 3 mai

- VILLEURBANNE: Le groupe Durruti de la FA organise un concert de soutien à la feuille mensuelle lycéenne-étudiante « Idées noires » et à la librairie la Plume Noire avec *Etat critique* (rap), *Anar-D* (punk), *Extrême onction* (punk-rap-core)... à 20 h 30 au CCO, 39 rue Georges-Courtelaine. Entrée: 40 F.

- BESANÇON: Projection du film *Land and Freedom* de Ken Loach avec débat sur la contre-révolution stalinienne pendant la guerre civile espagnole à 16 heures au Cercle suisse, rue de Lacoré (organisé par FA et CNT).

- PARIS: Forum avec Jean-Pierre Garnier, auteur de « Les barbares dans la cité » et « La Bourse ou la ville » à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011.

- RENNES: Projection de *Paroles de grèves*, suivie d'un débat au Local anarchiste rennais à 20 h 30, 9, rue Malakoff.

mardi 6 mai

- SAINT-ETIENNE: Le Collectif contre les lois racistes et xénophobes organise une soirée-débat avec projection du film *La ballade des sans-papiers*, en présence de représentants du comité parisien des sans-papiers à 20 h 30 au cinéma Le France (8, rue de la Vaise).

samedi 10 mai

- LYON: Débat à la Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, à 15 heures, suite à la diffusion d'un documentaire sur *Makhno*.

Ce qu'il reste d'une liste.

L'événement du dimanche 27 avril 1997 était, à en croire les journalistes, la diffusion de la Liste de Schindler sur TF1 à 20 heures 45. Peut-être conviendrait-il mieux de parler de liste tronçonnée par des spots publicitaires choisis en accord avec le cinéaste Steven Spielberg, réalisateur du film.

Certaines publicités furent écartées pour des raisons obscures et d'autres acceptées sans qu'on puisse comprendre vraiment ce qui présida à ces choix. Enfin, ça permet aux spectateurs émus de pousser jusqu'au réfrigérateur pour sortir la bière de la glace. De plus, il y a fort à parier que les enchères monteront très haut autour de ces plats de « communication »... pensez! un public liquide de bons sentiments est une bonne victime pour l'intoxication publicitaire.

Mais, cela n'est rien. On peut aussi parler de liste purifiée, tronquée, puisée des scènes « de nudité » et « de violence » ont été coupées afin que le film puisse être diffusé à une heure d'audience « familiale ». En appeler à la sensibilité, d'accord, à condition que la crudité reste en arrière-plan. Naguère, on ne montrait pas les lames à nu sur scène, aujourd'hui, on occulte la matérialité de la vie et l'on édulcore l'épouvante pour des raisons mercantiles.

Car, en fin de compte, et quelque puissent être les raisons premières qui animèrent Spielberg, ce sont encore les tiroirs-caisses qui furent les grands vainqueurs de l'opération.

Que subsiste-t-il du passé et de ses enseignements après ce traitement de l'histoire? J'ai bien peur qu'il ne reste qu'une vision fautive et dangereuse: celle d'un temps de simplicité où les méchants n'étaient que des méchants et les bons de braves types, ou femmes, exempts de calculs et d'aspirations personnelles au pouvoir.

Certes, il y eu des Schindler et des Goebbels, mais ne vouloir retenir que ces figures d'exception, c'est faire l'impasse sur la réalité d'une époque sombre.

C'est vouloir encore faire reposer entre les « mains » de quelques « têtes » la responsabilité d'une horreur qui exista surtout par la complicité des peuples; que celle-ci fut active ou passive m'indiffère et de toute façon n'excuse en rien ceux qui s'en firent les acteurs.

Transformer en spectacle familial et édulcoré un des épisodes les plus immondes de l'histoire humaine, c'est préparer à d'autres horreurs, c'est, par maladresse sans doute, préparer les hommes et les femmes à la passivité. Plutôt que de nous révolter aujourd'hui contre les monstres renaissants, reposons-nous sur les Schindler à venir.

Bien vu le tour de passe-passe. Ni vu, ni connu, j'embrouille et je fais d'une pierre deux coups: je t'endors et j'en viens à te faire passer le mythe du bon industriel qui protège les pauvres opprimés.

Ce que je peux aimer la télé!

L'Atèle
Paris, le 27 avril 1997
(<http://www.geocities.com/Paris/7645>)

Les élections ne changent rien!

MARS 1998: POUR CELLES et ceux qui vivent la galère au quotidien, l'année qui nous sépare de l'échéance représente autant d'obstacles à franchir, de refus à essayer, de mauvais moments à passer...

Hier, la gauche, en quatorze années passées à la présidence et une dizaine au gouvernement du pays, réduisait en miettes tous les espoirs, tous les rêves que le peuple du travail fondées en elle. Elle nous dit, aujourd'hui, qu'elle va réaliser ce qu'elle avait promis et qu'elle s'est bien gardé de faire au moment où c'était en son pouvoir.

Que promet-elle aujourd'hui?

A tout seigneur tout honneur: le PS qui tient à s'affranchir de sa « culture de gouvernement » est en train de mettre un coup de barre à gauche. La relance de la consommation populaire est le leitmotiv. Les hausses généralisées des salaires et allègements de la TVA sont donc les potions (les remèdes) susceptibles d'endiguer le mal qui ronge la société.

Par ailleurs, le plan national pour l'emploi des jeunes devrait permettre l'embauche de 700 000 personnes. État, collectivités locales et secteur privé seraient mis à contribution. Les trente-cinq heures sans baisse de salaire et la baisse des cotisations patronales viendraient compléter le dispositif.

Sur l'Europe enfin, les socialistes envisageraient un véritable gouvernement européen afin de réaliser une politique pour l'emploi et le progrès social. L'étatisme au plan européen viendrait ici renforcer l'étatisme national.

Aucune indication n'est fournie sur la mise en application réelle de ce plan. Ce qui est certain c'est que le PS se pose à nouveau en gestionnaire responsable du système capitaliste. Le discours est saupoudré de « juste ce qu'il faut de références » au socialisme afin de le démarquer des propositions de la droite qui se situent dans les mêmes registres.

Le parti communiste tente de se refaire une virginité « républicaine » en nous servant un discours très proche du brouet que nous servent les « chevènementistes ».

Faire payer les riches, recentrer la politique économique et sociale sur des bases nationales sont les deux premiers axes des propositions de M. Hue. L'encadrement de l'économie et de la politique monétaire par

un État omniprésent et omnipotent et la relance de la consommation par des stimulations salariales « permettraient la relance de la production et de l'emploi ».

Voilà les recettes éculées de ces partisans convaincus d'une société où l'individu reste un être prédéterminé (par) et prisonnier (de) sa place dans la production. Pour la culture, l'agencement sociétaire, la désaliénation de l'individu, c'est le calme plat.

Signalons tout de même le départ des instances – sinon du parti – des militants favorables à « l'ouverture »... Circulez-y a rien à voir! Les secousses sismo-idéologiques n'agitent plus la place du Colonel-Fabien.

Les Verts et autres écologistes multicolores espèrent se placer, au même titre du reste que les inénarrables trotskistes de la LCR au centre d'une recomposition qu'ils veulent citoyenne, démocratique, participative, faisant ainsi référence à une société « réelle », antithèse, pensent-ils, de la société officielle et politique.

Bien évidemment, c'est dans le champ de la politique politicienne que se placent résolument Alain Krivine suivi de ses maigres troupes. Intégrer le giron de la politique officielle, le voilà bien le but suprême des « bolcheviques » d'aujourd'hui.

Les dernières manifestations du lepénisme ambiant ont contribué à réactiver un « front républicain ». Écuménisme d'opposition au seul Le Pen, les rassemblements en forme de grandes messes ont le mérite de mobiliser largement, mais à côté de cela, n'offrent aucune base sérieuse de lutte contre le fascisme ambiant, le national-populisme à la française et l'ordre moral renaissant. Il est vrai que les futures échéances électorales et les variations programmatiques afférentes n'annoncent pas une opposition unifiée – encore moins unitaire – face au danger (électorale) représenté par le fûner trinité.

Depuis 1993, la droite a réhabilité les valeurs de la bourgeoisie mises à mal plus par la conjoncture économique et le ras-le-bol des exclus en tout genre que par le passage de la gauche au sommet de l'État.

La droite arrogante et les fausses promesses...

Avant-hier la droite, hier la gauche, aujourd'hui à nouveau la droite, demain...? C'est ce rythme binaire qui renvoie les citoyens aux choix crétinissants entre pouvoir entre deux politiques très proches l'une de l'autre et qui ont en commun de pri-

lepénistes. D'un autre côté, elle ne peut impunément (et sans risque d'implosion) remettre totalement en cause les engagements européens et les alliances de la France, hérités de l'ère mitterrandienne.

Ainsi, le paysage se recompose-t-il, tout autant à droite qu'à gauche, autour de thèmes de société plutôt qu'autour d'appareils politiques. Pasqua, de Villiers, Madelin, Séguin, Giscard, Barre se posent tous en défenseurs d'une vision libérale nationale de la politique française. Les deux derniers saupoudrent leurs discours d'une dimension européenne un peu plus affirmée...

La politique du pire...

Le Front national est tout sauf une alternative sociale. Le discours que distille ce parti national populiste tourne tout entier autour des peurs, des frustrations, des sectarismes, des exclusives et des rejets. A l'en croire, tous les maux qui s'abattent sur l'Hexagone seraient la marque d'une punition divine. La diabolisation de l'immigration, le rejet de l'étranger, la désignation de boucs émissaires sont des thèmes récurrents répondant à des mécanismes ancrés dans la démagogie et qui flattent les citoyens là où se situent leurs plus bas instincts.

Le discours du Front national n'engage pas au courage! Il encourage, bien au contraire, l'instinct grégaire de la horde et ravale l'individu au rang de l'animalité. En revanche, le programme de ce parti fait cohabiter « la question de l'immigration » avec une vision antisociale, anti-ouvrière de la politique française. Sur le plan de l'ordre moral, les jeunes, les femmes, nous tous avons du souci à nous faire et ce, quelles que soit nos nationalités...

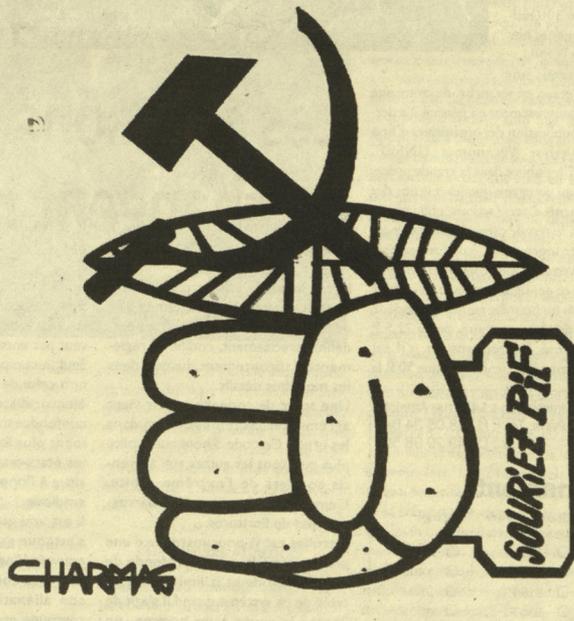
Le Pen fait partie du décor politique national. C'est un tribun retors, un politicien formé à l'école poujadopopuliste et le digne rejeton du système étatiste et électoral actuel. Son but: imiter ses terribles devanciers dans l'histoire, lesquels, par le jeu démocratique, ont réussi à prendre le pouvoir: je veux parler de Mussolini et Hitler.

Au moment de conclure...

Voici donc les « cartes » des prochaines élections législatives. Accorder beaucoup du temps au spectacle de la politique politicienne, quand celle-ci se vautre (comme à son habitude) dans la cuisine du même nom, est encore aujourd'hui malheureusement utile et le sera tant que le réflexe électoraliste jouera. Pourtant, tout le monde sait que l'alternative politique n'existe plus! Ce n'est pas une victoire de la gauche dans un mois qui changera pareille évidence!

Faut-il préciser que l'affrontement politique que propose la joute électorale – et ceci quelle que soit la nature de l'élection – est tout entier contenu dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la « démocratie » parlementaire et bourgeoise. La question de la représentativité, celle de la légalité et, au bout du compte, celle de la

ALLIANCE PS-PCF



ver ce même citoyen de tout pouvoir sur son quotidien, son avenir: sur sa vie.

La droite se déchire dans des querelles intestines qui ne parviennent pas à masquer les ambitions démesurées des énarques piaffant aux portes du palais.

Hier relativement européenne, aujourd'hui de moins en moins mastrichienne, la droite française ne sait plus à quels saints se vouer. Il est vrai qu'elle doit s'atteler à gérer simultanément une surenchère extrémiste afin de ne pas s'aliéner toutes les voix

Bayrou, les radicaux et Léotard proposent une vision européenne de la politique française. Le libéralisme débridé reste le trait commun à ces politiciens.

Juppé pour as part, un temps balotté par les mauvais résultats des sondages, voit aujourd'hui son avenir politique (immédiat) conforté. Son avenir politique est loin d'être compromis dès lors qu'il tient sa légitimité du président Chirac lui-même. Reste l'extrême droite. Elle se développe dans le pays sur le fumier des peurs, de la xénophobie, du racisme.

Le capitalisme c'est le vol !

« LES FRANÇAIS, affirmant avec aplomb les plumitifs aux ordres, ont choisi le chômage ; dans la gestion de la crise, continuent-ils docilement, les ouvriers, les cadres, les employés, en un mot les salariés, complices de leurs employeurs, ont préféré faire disparaître les postes de travail les moins qualifiés pour maintenir le niveau de rémunération de ceux qui conservent un emploi! »

C'est péremptoire et, si on ose dire, sans bavure. Et la litanie continue: c'est le corporatisme des salariés qui empêche de créer des emplois nouveaux; ce sont les salaires et les charges, présentés comme exorbitants, qui obligent les « chefs d'entreprise » - les pauvres! - à une recherche permanente d'accroissement de la productivité; et chaque innovation technique supprime encore des postes de travail.

C'est l'idée directrice de ceux qui prétendent que, pour faire reculer le chômage, il faut répartir le travail sur plus de personnes sans augmenter la somme totale des rémunérations.

Quelques faits

Voyons d'abord les faits; et tout d'abord cette idée reçue qui affirme que pour combattre le chômage, il faut réduire les salaires. En 1993, la masse totale des rémunérations des salariés a baissé de 18 milliards de francs, ce qui n'a pas empêché le nombre de sans-travail d'augmenter... La cause immédiate du chômage, c'est la disparition des postes de travail: 500 000 emplois supprimés entre 1981 et 1986, qui s'ajoutent aux centaines de milliers déjà disparus au cours des années soixante-dix; plus de 100 000 postes de travail ont encore été supprimés en 1990; 258 000 en 1992; 319 000 en 1993, etc. - parce que des tâches techniques ou de bureau, assurées naguère par des personnes, s'effectuent maintenant à l'aide de machines ou de logiciels, ou bien encore parce que des postes de travail ont été déplacés ailleurs, là où les salariés sont payés presque rien.

La population active de la France s'élève à environ 24 millions de personnes avec une population salariée aux environs de 19 millions. Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE dépasse les

3 400 000 - l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi n'a jamais cessé depuis 1970, malgré toutes les politiques dites de relance. Dans la tranche d'âge des seize-vingt-cinq ans, le pourcentage des sans-emploi atteint presque 30%. Presque deux millions de personnes vivent de contrats à durée déterminée, de travail au noir, de petits boulots. Le chiffre des RMIstes dépasse maintenant le million. On ignore combien de personnes et de familles ont été chassées de leur logement, mais ce nombre s'accroît sans cesse.

C'est un problème qui touche toute la société humaine, avec plus ou moins d'intensité; au sein des pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Japon), il y avait 31 millions de chômeurs en 1981, ces derniers étaient 35 millions en 1993; dans les pays du tiers monde, on compte un nombre toujours plus grand de sous-alimentés, c'est-à-dire dont la ration alimentaire est insuffisante pour assurer la survie; ils sont environ 800 millions aujourd'hui, affirme l'ONU.

Ce serait une erreur grave, en revanche, de croire que cet appauvrissement est général. La dernière publication des organismes d'État qui analyse l'économie (INSEE, CSERC), publiée dans la grande presse, révèle au contraire, que les revenus des placements divers (actions, obligations, SICAV, livrets de caisse d'épargne, locations de logements...) ont augmenté, en moyenne et tous confondus, de 7% par an, ce qui signifie qu'avec les intérêts cumulés un honnête rentier qui possède 100 F de placement aura perçu 22,5 F de revenus en trois ans. Et, s'il est actionnaire, il obtiendra presque 50 F, la

moitié du capital investi, puisque les dividendes des actions françaises ont, depuis trois années, un taux moyen de rentabilité qui frôle les 15% l'an! Le même rapport nous apprend que, pour la même période, la masse totale des revenus salariaux a diminué. Ainsi d'ailleurs que la rémunération du travail non salarié, comme celui des professions libérales: avocats, médecins... Dans la répartition des richesses créées, mesurées en, signes monétaires, la part du capital a encore moins à encore augmenté dans les dernières années; elle

s'est accrue aux dépens de la partie que le travail, même non salarié, tente de conserver, sans y parvenir - la pauvreté des uns fait la richesse des autres.

On peut citer quelques-uns des mécanismes de ce transfert de valeur en soulignant l'importance du loyer très cher de l'argent et les cadeaux toujours plus nombreux que les gouvernements de la dernière décennie ont consenti aux entreprises. Un exemple: en 1982, la répartition des charges payées afin de financer les diverses dépenses publiques était de 77% pour l'employeur et de

23% pour les salariés; en 1992, la nouvelle répartition était de 69% pour le patron et de 31% pour la partie salariale, un gain net de 8% en faveur du patronat qui se retrouve dans la valeur accrue du dividende. Autre exemple, l'impôt sur les sociétés est passé de 50% en 1985 à 34% en 1991.

Plus de pouvoir pour les riches

La « révolution libérale », initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, a porté ses fruits pour ceux dont elle défendait les intérêts. Les groupes dominants ont augmenté dans des proportions très importantes et leur richesse et leur pouvoir. Par effet inverse, ceux qui ne sont pas membres de ces groupes ont vu leur niveau de vie et leur liberté se rétracter.

Les discours sur le prétendu partage du travail n'est qu'un mensonge idéologique élaboré par les intellectuels du patronat pour cacher cette situation et déplacer la responsabilité - s'il y a des chômeurs, ce serait de la faute de ceux qui travaillent. Et s'il n'y a pas plus d'embauche, ce serait parce qu'il aurait encore trop de rigidité dans le Code du travail.

Seul un grand mouvement de protestation, de refus et d'actions pourra stopper puis inverser cette politique; ce sont les grèves et les manifestations qui permettront de regagner le terrain perdu, de réduire massivement la durée du travail, d'abolir le chômage et de partager les richesses. Rien d'autre ne le pourra!

Thierry July



Les élections ne changent rien!

suite de la page précédente

légitimité ne se posent pas dès lors que le système, en même temps qu'il donne l'illusion d'un affrontement, définit précisément, codifie et réglemente l'affrontement, jusque dans les moindres détails.

Une sorte de code d'honneur vient agrémente cette opposition dans les urnes. Ce code d'honneur profite plus qu'à tous les autres aux apprentis sorciers de l'extrême droite. Ceux-là même qui ne s'embarrassent pas de fioritures...

Vitrolles est là pour marquer d'une pierre brune la nature profonde de l'électoratisme et la limite indiscutable de ce système quand il s'agit de barrer la route à un homme, un parti, voire un programme aux relents nauséabonds et liberticides. Ce qui est en jeu, en revanche, c'est

la mobilisation autour d'une alternative sociale, et de cela, la gauche toutes tendances confondues en veut pas entendre parler. Seul le comportement du citoyen et non celui de l'exploité intéresse les électoralistes, toutes tendances confondues. Le bulletin est évidemment plus facilement gérable pour les états-majors politiques car il se situe à l'opposé de la lutte sociale, syndicale.

Il est vrai que, par principe, la lutte s'attaque au fondement même du pouvoir. L'individu qui se met à réfléchir à sa condition d'exploité et à son aliénation sociétale, qui se regroupe et se fédère avec d'autres afin de s'attaquer aux causes qui génèrent cette exploitation et cette aliénation n'est pas « de droite », pas plus « de gauche », il est tout simplement un individu libre, ouvert aux idées libertaires.

La société à construire ne reproduit pas les schémas de l'exploitation et de l'aliénation. Elle ne s'accorde pas de l'abandon de souveraineté que représente l'électoratisme. Dans ce sens cet individu libre, ces regroupements d'individus sont la

négação du système des partis et de l'État, même quand ces derniers se revendiquent de gauche.

Le geste d'abandon qui consiste à glisser le bulletin dans l'urne et la perte de souveraineté qu'il entraîne ne nous satisfait pas et nous le faisons savoir.

Les anarchistes une fois encore vous appellent à ne pas cautionner ce simulacre de participation des individus. Cette mascarade ne fait que pérenniser le système autoritaire des partis en place.

Pour autant nous ne vous appelons pas à abandonner la partie, bien au contraire et nous vous invitons à rejoindre le combat libertaire.

Ce combat libertaire trouve sa concrétisation:

- dans la multitude d'associations de lutte, d'associations culturelles qui organisent au quotidien la vie dans les villes et les cités...

- dans la lutte antifasciste menée aux côtés des travailleurs dans les entreprises, aux côtés des exclus, des chômeurs, de tous ceux qui rêvent d'un changement de société en profondeur...

Edward Sarboni

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Les anarchistes et le suffrage universel

L'OPPOSITION DES ANARCHISTES à la participation du mouvement ouvrier à l'institution parlementaire se fonde sur ce qu'ils considèrent comme le caractère de classe de celle-ci; sur sa fonction dans la société capitaliste moderne; sur le dévoiement du programme ouvrier qu'entraînent les alliances contre-nature que cette participation impose; sur l'écart qui se creuse entre l'élu et l'électeur; enfin, sur la négation de la solidarité internationale qui apparaît inévitablement.

Il ne suffit pas de dire que l'institution parlementaire impose au prolétariat un jeu risqué: les principales objections viennent de ce que la classe dominante elle-même n'hésite pas à saborder la démocratie parlementaire lorsque ses intérêts sont en cause. La bourgeoisie ne joue pas le jeu!

I.- La forme politique la plus adaptée...

Non seulement la démocratie représentative est parfaitement adaptée aux exigences du capitalisme, elle lui est aussi nécessaire. Cette forme d'État réunit en effet deux conditions indispensables à la prospérité de la grande production industrielle: la centralisation politique et la sujétion du peuple-souverain à la minorité qui le représente, qui en fait le gouverneur et l'exploite. Dans un régime qui consacre l'inégalité économique et la propriété privée des moyens de production, le système représentatif légitime l'exploitation de la grande masse du peuple par une minorité de possédants et par les professionnels de la parole qui sont leur expression politique.

Si le droit politique garanti par le système représentatif permet au non-possédant de participer en tant que citoyen à l'élection d'un représentant, le droit économique lui permet de la même façon de «choisir» son employeur. La liberté du travailleur, dit Bakounine, est une liberté théorique, fictive. Pourtant, «est-ce à dire que nous, socialistes révolutionnaires, nous ne voulions pas du suffrage universel, et que nous lui préférons soit le suffrage restreint, soit le despotisme d'un seul? Point du tout. Ce que nous affirmons, c'est que le suffrage universel, considéré à lui tout seul et agissant dans une société fondée sur l'inégalité économique et sociale, ne sera jamais pour le peuple qu'un leurre; que, de la part des démocrates bourgeois, il ne sera jamais rien qu'un odieux mensonge, l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires, l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes.» (Bakounine, Stock, IV, 195)

On ne saurait donc conclure de la critique anarchiste du système représentatif à l'apologie du «vide» politique, du «néant» et d'une spontanéité transcendante à partir desquels les «masses» découvriraient de façon immanente des formes politiques nouvelles et radicalement différentes. La critique anarchiste de la démocratie représentative n'est pas une critique de principe de la démocratie, entendue comme participation des intéressés aux choix concernant leur existence, mais une critique du contexte capitaliste dans lequel elle est appliquée.

La brutalité du rapport entre les deux classes fondamentales de la société est cependant tempérée d'abord par le fait qu'il y a entre elles de nombreuses nuances intermédiaires imperceptibles qui rendent parfois difficile la démarcation entre possédants et non-possédants, mais aussi par l'apparition d'une catégorie sociale nouvelle, que Bakounine appelle les «socialistes bourgeois», et dont la fonction semble essentiellement de promouvoir le système représentatif auprès du prolétariat. Issus des franges de la bourgeoisie, ces «exploiteurs du socialisme», philanthropes, conservateurs socialistes, prêtres socialistes, socialistes libéraux, intellectuels déclassés, utilisent le mouvement ouvrier comme tremplin et l'institution parlementaire comme instrument pour tenter de se hisser au pouvoir, ou tout au moins pour se faire une place. Le socialisme bourgeois corrompt le mouvement ouvrier en «dénaturant son principe, son programme».

La participation à l'institution parlementaire, où sont représentés des citoyens, non des classes, signifie inévitablement la mise en œuvre d'alliances politiques avec des partis représentant certaines couches de la bourgeoisie modérée ou radicale. Bakounine déclare que l'alliance entre un parti radical et un parti modéré aboutit inévitablement au renforcement du parti modéré au détriment du parti radical et à l'édulcoration du programme du parti radical: «L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde; cette alliance affaiblit

des candidatures ouvrières aux parlements des États existants» (III, 161).

On peut alors se demander ce que Bakounine lui-même préconisait en matière d'alliances politiques. Il avait parfaitement saisi l'importance formidable des classes sociales intermédiaires dans la société et le rôle de frein qu'elles pouvaient jouer dans la révolution. «Ne comptez pas sur la bourgeoisie, dit-il; elle ne voudra jamais ni ne pourra jamais vouloir vous rendre justice; ce serait contraire à la logique des choses et des conditions de vie, contraire à toutes les expériences de l'histoire; l'opinion publique, la conscience collective de chaque classe étant nécessairement et toujours le produit des rapports sociaux et des conditions particulières qui constituent la base et la loi de son existence séparée.» (II, 93). Le prolétariat doit donc s'organiser «en dehors et contre la bourgeoisie». Ce n'est que par la force et par la démonstration bien réelle de leur puissance organisée que les travailleurs pourront arracher des concessions à la bourgeoisie. La petite bourgeoisie quant à elle est pour le prolétariat une alliée potentielle, elle n'est séparée de la classe ouvrière que par la «méconnaissance de ses propres intérêts» et par la «sortite bourgeoise». Le point de vue de Bakounine est parfaitement exprimé dans le passage suivant, écrit peu après la mort de Mazzini: les Internationaux italiens, dit-il, seront sans doute sollicités par les mazziniani pour s'unir à eux. Mais, rappelle Bakounine, «... n'oubliez pas l'abîme qui sépare votre programme du programme mazzinien. Ne vous laissez pas entraîner par eux — ce qu'ils ne manqueraient certainement pas de tenter — à une entreprise pratique commune, conforme à leur programme et à leurs plans et modes d'action, non aux vôtres. Appelez-les à s'unir avec vous sur votre propre terrain, mais ne les suivez pas sur leur terrain à eux, que vous ne sauriez accepter sans sacrifier et sans trahir cette grande cause du prolétariat qui désormais est devenue la vôtre. (...) En acceptant leurs plans d'action, non seulement vous ruineriez tout votre travail socialiste et vous arracheriez votre pays à la solidarité révolutionnaire qui l'unit aujourd'hui à toute l'Europe, mais vous vous condamneriez vous-mêmes, avec tous ceux qui vous suivraient dans cette voie nouvelle et funeste, à une défaite certaine.» (Lettre à Celsio Ceretti, 13-17 mars 1872, Champ libre, II, 237)

Pouvoir et exploitation sont inévitablement liés. Les États, quels qu'ils soient, fonctionnent selon le principe de la substitution de pouvoir, c'est-à-dire qu'ils canalisent dans un nombre de mains réduites, au nom de la société civile, la légitimité de celle-ci. La majorité de la population ne peut avoir qu'une souveraineté fictive, plus ou moins masquée. Enfin, la logique interne à tout État le conduit à la centralisation, à la concentration du pouvoir, à l'accapement des autonomies. Le «pouvoir politique» entendu au sens de processus collectif de décision concernant les orientations de la société, doit nécessairement être décentralisé; son lieu d'exercice n'est pas l'État ni le parlement mais l'organisation des producteurs associés et les communes fédérées. La conquête de l'État «n'est possible que lorsqu'elle se développe de concert avec une partie quelconque de

nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité.» (Lettre à La Liberté, le 5 août 1872, éd. Champ libre, III, 166)

II.- Sur les alliances

La foi dans les institutions parlementaires, «du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation», pour reprendre les termes d'Engels, tous classes confondues, est fermement critiquée par les anarchistes, notamment par Bakounine car elle signifie inévitablement la conclusion d'un «pacte politique» entre «la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle, et la minorité intelligente respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat non seulement de ces campagnes, mais des villes». «Tel est, conclut l'anarchiste, le vrai sens

cette classe [la bourgeoisie] et se laisse diriger par des bourgeois.»

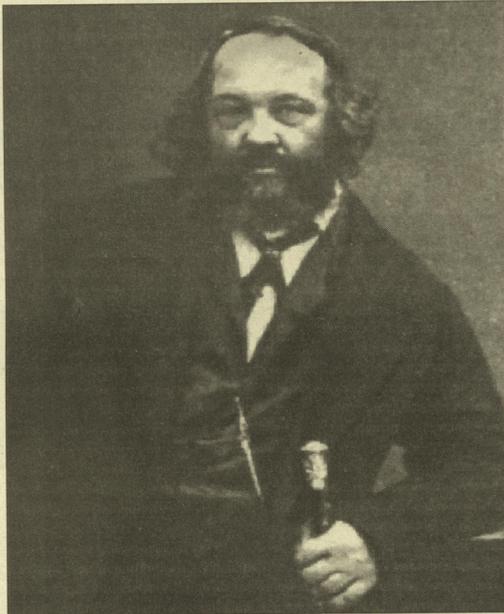
L'originalité de l'analyse bakouninienne est d'avoir montré que dans sa période constitutive, le mouvement ouvrier ne pouvait rien espérer de la subordination de son action à la revendication de la démocratie représentative parce qu'il avait face à lui la violence étatique, et que dans la période de stabilisation, lorsque cette revendication était accordée, les classes dominantes et l'État avaient les moyens d'empêcher que l'utilisation des institutions représentatives ne remette pas en cause leurs intérêts. Bakounine a en effet affirmé que les démocrates les plus ardents restent des bourgeois, et qu'il suffit d'une «affirmation sérieuse, pas seulement en paroles, de revendications ou d'instincts socialistes de la part du peuple pour qu'ils se jettent aussitôt dans le camp de la réaction la plus noire et la plus insensée», suffrage universel ou pas.

C'est le phénomène que Bakounine désigne sous le nom de Césarisme, et que Marx appelle bonapartisme: cette voie fut découverte jadis par les empereurs romains, mais oubliée et redécouverte récemment par Napoléon I^{er} et «déblayée et améliorée par son élève, le prince de Bismarck: la voie du despotisme étatique, militaire et politique, dissimulée sous les fleurs et sous les formes les plus amples en même temps que les plus innocentes de la représentation populaire» (IV, 294). En 1815 cette voie était prématurée: «À l'époque, personne ne se doutait de cette vérité, devenue depuis évidente aux despotes les plus naïfs, que le régime dit constitutionnel ou parlementaire n'est pas une entrave au despotisme étatique, militaire, politique et financier, mais que, le légalisant en quelque sorte et lui donnant l'aspect trompeur d'un gouvernement du peuple, il peut lui conférer à l'intérieur plus de solidité et de force.»

La remarque qui suit cette affirmation est particulièrement intéressante: si, en 1815, on ignorait cela, c'est que la rupture entre la classe exploitée et le prolétariat n'était pas aussi évidente qu'aujourd'hui. Les gouvernements, qui étaient encore constitués sur le modèle de l'Ancien régime, pensaient que le peuple était derrière la bourgeoisie. Aujourd'hui le peuple et la bourgeoisie sont en opposition, et cette dernière sait que contre la révolution sociale «il n'y a pas pour elle d'autre refuge que l'État». Mais elle veut un État fort qui assure une dictature «revêtue des formes de la représentation nationale qui lui permettent d'exploiter les masses populaires au nom du peuple lui-même». Ainsi le système représentatif est très explicitement désigné comme le moyen trouvé par la bourgeoisie pour garantir sa situation de classe exploiteuse et comme la solution à la crise de légitimité du pouvoir. Les revendications et le programme de la classe ouvrière se trouvent ainsi dilués dans la fiction de la représentation nationale.

III.- La fiction de la représentation

La véritable fonction de la démocratie représentative n'est donc pas tant de garantir la liberté des citoyens que de créer les conditions favorables au développement de la pro-



La démocratie représentative étant définie comme la forme politique la plus adaptée à la société capitaliste il convient de s'interroger sur l'opportunité pour le prolétariat d'en accepter les règles, sachant que «la révolution sociale n'exclut nullement la révolution politique. Au contraire, elle l'implique nécessairement, mais en lui imprimant un caractère tout nouveau, celui de l'émancipation réelle du peuple du joug de l'État.» (Bakounine, Stock, IV, 198.)

La participation du mouvement ouvrier au jeu électoral ne saurait toucher l'essentiel, c'est-à-dire la suppression de la propriété privée des moyens de production. La démocratie représentative n'étant pour la bourgeoisie qu'un masque — elle s'en dessaisit aisément au profit du césarisme, c'est-à-dire la dictature militaire, lorsque cela est nécessaire —, tout empiètement démocratiquement décidé contre la propriété provoquera inévitablement une réaction violente de la part des classes dominantes spoliées.

Les anarchistes et le suffrage universel

suite de la page précédente

duction capitaliste et de la spéculation bancaire, qui exigent un appareil d'État centralisé et fort, seul capable d'assujettir des millions de travailleurs à leur exploitation. La démocratie représentative repose sur la fiction du règne de la volonté populaire exprimée par de soi-disants représentants de la volonté du peuple. Ainsi permet-elle de réaliser les deux conditions indispensables à l'économie capitaliste : la centralisation de l'État et la soumission de la souveraineté du peuple à la minorité régnante.

Toute société qui parvient à s'émanciper quelque peu cherche à soumettre les gouvernements à son contrôle, dit Bakounine, et met son salut dans « l'organisation réelle et sérieuse du contrôle exercé par l'opinion et par la volonté populaire sur tous les hommes investis de la force publique. Dans tous les pays jouissant du gouvernement représentatif, (...) la liberté ne peut donc être réelle, que lorsque le contrôle est réel. Par contre si ce contrôle est fictif, la liberté populaire devient nécessairement aussi une pure fiction. » (V, 61.) Or, Bakounine constate que « nulle part en Europe le contrôle populaire n'est réel ». « Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. » (V, 62.)

Il y a cependant une logique interne à tout gouvernement, même le plus démocratique, qui pousse, d'une part à la séparation croissante entre les électeurs et les élus, et d'autre part qui pousse à l'accroissement de la centralisation du pouvoir. « La classe des gouvernements est toute différente et complètement séparée de la masse des gouvernés ». La bourgeoisie gouverne, mais, étant séparée du peuple par toutes les conditions de son existence économique et sociale, comment la bourgeoisie peut-elle réaliser, dans le gouvernement et dans les lois, les sentiments, les idées, la volonté du peuple ?

Ce serait toutefois un erreur, commente Bakounine, d'attribuer ces palinodies à la trahison. Elles ont pour cause principale le changement de perspective et de position des hommes. C'est cela qui explique que les démocrates les plus rouges « deviennent des conservateurs excessivement modérés dès qu'ils sont montés au pouvoir » (V, 63).

Les modifications du comportement des élus est un sujet qui préoccupe constamment Bakounine. Dans la Protestation de l'Alliance, il affirme la nécessité pour les élus de rester en contact avec la vie du peuple ; ils devraient être obligés d'agir ouvertement et publiquement, ils doivent être soumis au régime salubre et ininterrompu du contrôle et de la critique populaires ; ils doivent enfin être révo-

cables à tout moment. En dehors de ces conditions, l'élu risque de devenir un sot vaniteux, gonflé de son importance.

La logique interne du système représentatif ne suffit cependant pas à expliquer que la démocratie est fictive. Si la bourgeoisie possède le loisir et l'instruction nécessaires à l'exercice du gouvernement, il n'en est pas de même du peuple. De ce fait, même si les conditions institutionnelles de l'égalité politique sont remplies, cette dernière reste une fiction. Les périodes électorales fournissent aux candidats l'occasion de

La plupart des affaires qui intéressent directement le peuple se font par-dessus sa tête, sans qu'il s'en aperçoive ; il laisse faire ses élus, qui servent les intérêts de leur propre classe et qui présentent les mesures prises sous l'aspect le plus anodin. « Le système de la représentation démocratique est celui de l'hypocrisie et du mensonge perpétuels. Il a besoin de la sottise du peuple, et il fonde tous ses triomphes sur elle. »

Le seul moyen de contrôle effectif de la population sur les décisions gouvernementales n'a rien d'institutionnel. Lorsque le sentiment populaire se sent

pour empêcher qu'il soit fait recours à ce contrôle contre lui : « Désormais, les révolutions cantonales, le moyen unique dont disposaient les populations cantonales pour exercer un contrôle réel et sérieux sur leurs gouvernements, et pour tenir en échec les tendances despotiques inhérentes à chaque gouvernement, ces soulèvements salutaires de l'indignation populaire, sont devenues impossibles. Elles se brisent impuissamment contre l'intervention fédérale. » (V, 65.)

Les progrès de la liberté dans certains cantons jadis très réactionnaires ne sont pas la conséquence de la nouvelle constitution de 1848 qui a accru la centralisation de l'État, mais plutôt de la « marche du temps ». Dans les faits, les progrès accomplis depuis 1848, dit Bakounine, sont, dans le domaine fédéral, surtout des progrès d'ordre économique : unification des monnaies, des poids et mesures, les grands travaux publics, les traités de commerce, etc. « On dira que la centralisation économique ne peut être obtenue que par la centralisation politique, que l'une implique l'autre, qu'elles sont nécessaires et bienfaisantes toutes les deux au même degré. Pas du tout... La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant au profit des gouvernements et des classes gouvernantes la vie propre et l'action spontanée des populations. » (V, 61.) On retrouve exactement la même idée chez Proudhon.

C'est là un aspect peu connu de la pensée politique de Bakounine, sur lequel en tout cas les anarchistes après lui sont gardés de mettre l'accent. Par centralisation économique, il faut entendre la tendance de la société industrielle moderne à organiser les activités productives à une échelle de plus en plus grande et complexe. L'anarchisme se situe donc aux antipodes d'une conception fondée sur la petite production artisanale et décentralisée. Bakounine sait bien que le développement industriel s'accompagne de la concentration du capital : il ne nie pas la nécessité de ce processus qui permet une production de masse. En ce sens, son point de vue s'apparente à celui de Marx, pour qui le développement des forces productives crée les conditions de la réalisation du socialisme. La vision de Bakounine s'inscrit donc tout à fait dans la perspective d'une société industrielle. Là où il se dissocie de Marx, c'est sur la question politique, sur le schéma politique de l'organisation de la société. Il semble envisager un système où l'économie serait organisée d'un point de vue centralisé, mais où le processus de décision politique serait décentralisé et fondé sur le principe du contrôle populaire.

Il est vrai que le concept de « centralisation économique » n'est pas explicite. La concentration du capital est reconnue comme un des moteurs de l'évolution des sociétés industrielles, mais c'est un phénomène mécanique qui échappe à la volonté des hommes. Il y a dans le terme de centralisation économique quelque chose de voulu, qu'il serait possible d'organiser et qu'on retrouve dans l'expression « organisation des forces productives » employé par Bakounine. Le mot planification n'existait pas à l'époque mais il est possible que c'est à peu près à cela que pensait Bakounine,

ce qui, évidemment, va à l'encontre de toute idée reçue sur sa pensée politique.

L'objection principale que formule Bakounine à l'encontre de la démocratie représentative touche à sa nature de classe. Tant que le suffrage universel « sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominée par une minorité détentrice de la propriété et du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusoire, antidémocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations. » (VIII, 14.)

Bakounine insiste beaucoup sur les arguments techniques touchant à la distorsion qui apparaît inévitablement entre l'élu et les mandants, à la difficulté ou à l'impossibilité de contrôler les élus. Mais en définitive ces inconvénients paraissent dérisoires devant l'impossibilité même du système représentatif, et qui tient à sa nature, de réaliser la collectivisation des moyens de production, sans laquelle aucun changement n'est possible. C'est pourquoi l'insistance sur la seule conquête de la liberté politique comme préalable signifie laisser les rapports économiques et sociaux en l'état où ils sont, c'est-à-dire « les propriétaires et les capitalistes avec leur insolente richesse, et les travailleurs avec leur misère ».

L'intérêt porté par Bakounine au modèle suisse vient de ce qu'il fournit un modèle général du fonctionnement de ce système : « Le mouvement qui se produit en Suisse est fort intéressant à étudier », dit-il, car on y assiste à un processus typique de centralisation politique — c'est-à-dire de recul des libertés — effectué sous le couvert démocratique d'une extension des libertés électorales. Les couches sociales intéressées à la pérennité de ce régime sont désignées : les barons de la banque et tous leurs dépendants, les militaires, les fonctionnaires, les professeurs, les avocats, les doctrinaires de toutes les couleurs avides de positions honorifiques et lucratives, « en un mot toutes la gent qui se croit soit par droit d'héritage, soit par intelligence et instruction supérieure, appelée à gouverner la canaille populaire. » (III, 109.) Mais parmi ceux qui remettent en cause l'autonomie cantonale il y a aussi « les classes ouvrières de la Suisse allemande, les démocrates socialistes des cantons de Zurich, de Bâle et autres, — et les ouvriers allemands d'une association ouvrière exclusivement suisse appelée Grütli-Verein, tous les deux, les uns directement, les autres indirectement, inspirés par le programme politico-socialiste des Internationaux de l'Allemagne, c'est-à-dire Marx. » (III, 110.)

Ce que Bakounine observe en Suisse confirme à ses yeux la thèse selon laquelle le suffrage universel, et même le référendum, qu'il appelle « votation à l'aveugle », sont, aux mains des classes dominantes et des couches de la bourgeoisie intellectuelle, des outils efficaces pour réaliser la centralisation du pouvoir d'État. Que les socialistes suisses aient été les plus ardents défenseurs de cette centralisation confirme ce qu'il observe à une échelle infiniment plus vaste, en Allemagne.

René Berthier



« faire leur cour à Sa Majesté le peuple souverain », mais ensuite chacun revient à ses occupations : « le peuple à son travail, et la bourgeoisie à ses affaires lucratives et à ses intrigues politiques. »

Ignorant de la plupart des questions, le peuple ne peut contrôler les actes politiques de ses élus. Or, puisque le « contrôle populaire, dans le système représentatif, est l'unique garantie de la liberté populaire, il est évident que cette liberté aussi n'est qu'une fiction. »

Le système du référendum, introduit par les radicaux de Zurich, n'est qu'un palliatif, une nouvelle illusion. Là encore, pour voter en connaissance de cause, il faudrait que le peuple ait le temps et l'instruction nécessaires d'étudier les lois qu'on lui propose, de les mûrir, de les discuter : « Il devrait se transformer en un immense parlement en plein champ », ce qui n'est évidemment pas possible. De plus — et là on touche à la « technologie » parlementaire —, les lois ont la plupart du temps une portée très spéciale, elles échappent à l'attention du peuple et à sa compréhension : « prises séparément, chacune de ces lois paraît trop insignifiante pour intéresser beaucoup le peuple, mais ensemble elles forment un réseau qui l'enchaîne. »

attaqué sur des points essentiels, « certaines idées, certains instincts de liberté, d'indépendance et de justice auxquels il n'est pas bon de toucher », il reste au peuple la possibilité de se soulever, de se révolter. « Les révolutions, la possibilité toujours présente de ces soulèvements populaires, la crainte salutaire qu'ils inspirent, telle est encore aujourd'hui l'unique forme de contrôle qui existe réellement en Suisse, l'unique borne qui arrête le débordement des passions ambitieuses et intéressées de ses gouvernants. »

C'est d'ailleurs cette arme-là dont s'est servi le parti radical pour renverser les constitutions antérieures, jusqu'en 1848. Mais ensuite il prit des mesures pour briser toute possibilité d'y avoir recours, « pour qu'un parti nouveau ne pût s'en servir contre lui à son tour », en détruisant les autonomies locales et en renforçant le pouvoir central. L'exemple du cas suisse révèle donc aux yeux de Bakounine l'efficacité du système représentatif du point de vue de la préservation du régime bourgeois : ce dernier a su utiliser la révolte comme moyen de contrôle — et le contrôle ultime n'est-il pas le changement de régime politique ? — et il a su ensuite mettre en place les mesures nécessaires